

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

**CHINE, INDE ET PAKISTAN :
AMIS OU ENNEMIS ?**

Une étude pour La Patriotes for Europe Foundation.

SOMMAIRE

Introduction

- 1. La Chine et l'Inde - deux grandes civilisations 4**
- 2. Des changements progressifs dans les politiques étrangères chinoise et indienne 5**
 - 2.1. Changements dans la politique étrangère indienne 10
 - 2.2. Vers une coopération sino-indienne 15
 - 2.3. Un défi sécuritaire pour la Chine, l'Inde et le Pakistan : le règlement de la question des frontières 17
- 3. L'opportunité chinoise au 21^e siècle 22**
 - 3.1. Le rôle croissant de la Chine dans la région indienne 25
 - 3.2. La philosophie du rêve chinois et son impact sur la région Asie-Pacifique 28
- 4. Sécurité maritime de l'Inde : de nouveaux défis 30**
 - 4.1. L'implication de l'Inde en Asie du Sud-Est : une dynamique concurrentielle 31
 - 4.2. Principaux obstacles à l'amélioration des relations sino-indiennes 33
 - 4.3. Risques sécuritaires en mer de Chine méridionale et dans l'océan Indien 35
- 5. Accord entre la Chine et le Pakistan : Préoccupations stratégiques 39**
- 6. Inde, États-Unis et Chine : l'équilibre émergent des pôles d'influence 41**
- 7. Doctrines militaires et nucléaires du Pakistan et de l'Inde : implications pour la stabilité stratégique en Asie du Sud 44**
 - 7.1. La rivalité entre l'Inde et le Pakistan à l'ère nucléaire 44
- 8. Le rôle du CPEC dans la stabilité face à la crise en Asie du Sud 46**
 - 8.1. L'OCS : Une autre possibilité de stabilisation 48
 - 8.2. Les avantages du CPEC pour le Pakistan 50
 - 8.3. L'importance du CPEC pour la Chine 51
 - 8.4. L'impact du CPEC au niveau régional et mondial 53
 - 8.5. Les préoccupations de l'Inde à l'égard du CPEC 54
- 9. Le paradoxe persistant de la stabilité / instabilité en Asie du Sud..... 58**

Introduction

Les trois États régionaux que sont la Chine, l'Inde et le Pakistan entretiennent des relations complexes. L'Inde et le Pakistan se sont livrés à trois guerres (1948, 1965 et 1999) au sujet du Jammu-et-Cachemire et à une guerre en 1971, qui a abouti à la division de l'aile orientale du Pakistan, laquelle a conduit à la création du Bangladesh. L'Inde et la Chine, quant à elles, se sont fait la guerre en 1962 à propos du conflit de l'Aksai Chin. De même, les deux pays ont un différend bilatéral sur l'État d'Arunachal Pradesh. En outre, malgré des stratégies militaires relativement symétriques dans l'océan Indien et sur les armes nucléaires, l'équilibre des forces militaires global et à plusieurs niveaux qui en découle n'aboutira probablement pas à une paix solide, mais au moins à la stabilité entre l'Inde et la Chine. Le commerce bilatéral entre l'Inde et la Chine a fortement augmenté au cours des quinze dernières années, passant de 3 milliards de dollars à 70,50 milliards de dollars.¹ Ces tendances soulignent la nature paradoxale des relations entre les trois pays. Toutefois, cette situation est également soulignée par l'interconnexion et l'enchevêtrement des intérêts de l'Inde, de la Chine et du Pakistan, notamment sous la forme d'un engagement économique et commercial entre l'Inde et la Chine, la Chine et le Pakistan, ainsi que par la crainte d'une perte de position dominante entre l'Inde et le Pakistan dans le cadre d'une guerre totale ou d'une guerre limitée.

La Chine met un point d'honneur à rester neutre sur les différends qui opposent actuellement l'Inde et le Pakistan. Toutefois, elle a indiqué à plusieurs reprises son intérêt primordial pour la stabilité régionale, notamment en raison de la lutte du Pakistan contre les groupes terroristes tels que l'État islamique, Al-Qaïda, le Tehrik-e-Taliban Pakistan et le Parti islamique du Turkestan, et de son engagement à fournir toutes les mesures de sécurité nécessaires pour le CPEC. Ces organisations terroristes font peser des menaces asymétriques non seulement sur la sécurité intérieure du Pakistan, mais aussi sur celle de la Chine, en particulier dans sa province orientale du Xinjiang. En septembre 2016, après les attentats d'Uri, alors que la crise entre le Pakistan et l'Inde était grave en raison des allégations indiennes selon lesquelles le Pakistan avait lancé des attaques contre une base militaire au Cachemire indien (la partie Sud du Cachemire, dans l'État indien du Jammu-et-Cachemire), le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré qu'il déployait de multiples canaux pour communiquer avec l'Inde et le Pakistan pendant la crise. Le ministère chinois des affaires étrangères a commenté cette communication en ces termes : « Nous espérons que l'Inde et le Pakistan seront en mesure de mieux

¹ **Garlick, J. :** *Reconfiguring the China-Pakistan Economic Corridor: Geo-Economic Pipe Dreams Versus Geopolitical Realities* (Reconfigurer le corridor économique Chine-Pakistan : Les rêves géoéconomiques et les réalités géopolitiques). Routledge, Londres. 2021.

communiquer, de gérer correctement leurs différends et de travailler ensemble au maintien de la paix et de la sécurité dans la région [...] La Chine espère que les deux pays pourront régler correctement leurs différends [par] le dialogue et la consultation et améliorer leurs relations bilatérales, renforcer la coopération dans divers domaines et travailler ensemble à la paix, au développement et à la stabilité de la région »².

La preuve en est que la Chine, malgré sa réticence à intervenir dans les casse-tête sécuritaires de l'Asie du Sud, est susceptible de participer activement à la gestion des crises chez ses voisins dotés d'armes nucléaires. Au lieu de constituer une menace sérieuse pour la stabilité régionale de l'Asie du Sud ou de la région en général, un tel rôle auxiliaire par le biais d'une diplomatie de couloir contribuera à renforcer la stabilité d'une Asie du Sud en possession de l'arme nucléaire. La fréquence de ce type de comportement pourrait augmenter à l'avenir, malgré la réticence de la Chine à protéger ses propres intérêts dans sa « montée en puissance pacifique ». En outre, son intérêt commun à protéger son noyau économique, ses lignes de communication et ses infrastructures l'obligera probablement à intervenir et à jouer un rôle dans la gestion des crises en Asie du Sud. Cette situation devrait s'améliorer compte tenu du rôle de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), dont l'Inde et le Pakistan sont devenus membres permanents le 10 juin 2017, ce que le Pakistan a qualifié de « jour historique ».³

1. La Chine et l'Inde - deux grandes civilisations

L'Inde et la Chine, toutes deux héritières de civilisations anciennes, se présentent aujourd'hui comme les deux nations asiatiques les plus fortes et les plus influentes en termes de positions économiques et géopolitiques. Reconnaisant la nécessité de se débarrasser de l'héritage de l'histoire et de la méfiance résiduelle, les deux anciens adversaires se sont lancés dans la création d'un nouveau partenariat pragmatique. Ce nouveau partenariat comporte deux éléments qui se renforcent mutuellement. Tout d'abord, les deux pays ont toujours intérêt à ce que leur voisinage soit pacifique afin de pouvoir se concentrer sur des processus de progrès économique et technologique non perturbés et de maintenir leur croissance constante en tant que centre de pouvoir majeur. Deuxièmement, la Chine et l'Inde comprennent toutes deux que la coopération peut leur être bénéfique. Tout conflit entre ces deux pays ne

² **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics*. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie) Oxford University Press, Cambridge, 2020.

³ **Garlick, J.** : *Reconfiguring the China-Pakistan Economic Corridor: Geo-Economic Pipe Dreams Versus Geopolitical Realities* (Reconfigurer le corridor économique Chine-Pakistan : Les rêves géoéconomiques et les réalités géopolitiques). Routledge, Londres. 2021.

mettrait pas seulement en péril leur sécurité nationale, mais aurait également de graves conséquences sur leurs perspectives de sécurité régionale et mondiale. Cela contribuerait également à faire de l'Asie la pierre angulaire du futur ordre mondial, ce qui est clairement dans leur intérêt économique et stratégique à long terme. Bien que les deux pays soient conscients que la coopération peut être dans leur intérêt commun, elle est plus facile en théorie qu'en pratique. Les relations sino-indiennes ont toujours été complexes, avec des dimensions régionales et mondiales à plusieurs niveaux, qui ont compliqué leurs relations bilatérales. L'Inde et la Chine sont passées par différents stades, allant d'amis à adversaires, puis à partenaires pragmatiques. Le seul facteur constant dans l'évolution de leurs affaires est le fait qu'elles sont voisines et en même temps des rivales géopolitiques qui ont tant à gagner l'une de l'autre qu'elles se craignent.⁴ Par essence, les relations sino-indiennes, guidées, le cas échéant, par la suprématie des intérêts stratégiques nationaux et la recherche d'une influence mondiale, continueront d'être soumises à divers mouvements et pressions de la part de leurs intérêts concurrentiels.

2. Des changements progressifs dans les politiques étrangères chinoise et indienne

La mort de 20 soldats indiens et d'un nombre non divulgué de soldats chinois jetés de force le long de la ligne de contrôle réel (*Line of Actual Control*, LAC) le 15 juin 2020, marque une étape importante dans les relations que les deux pays les plus peuplés d'Asie entretiennent depuis soixante-dix ans. Les experts des deux parties partagent ce point de vue. Brahma Chellaney l'a décrit comme un « tournant » dans les relations entre l'Inde et la Chine, tandis que Hu Shisheng l'a qualifié de « point le plus bas depuis la guerre frontalière de 1962 ». Chaque partie rejette la responsabilité sur l'autre. L'ancien conseiller à la sécurité nationale, Shivshankar Menon, décrit ce qui s'est passé au Ladakh comme « un changement majeur et conséquent dans le comportement [de la Chine] », tandis que Hu déclare que c'est le gouvernement indien qui « a intensifié ses efforts pour agir durement contre la Chine ». Du point de vue indien, l'action de la Chine sur la ligne de contrôle du Ladakh oriental a perturbé le cadre de gestion des frontières que les deux parties ont mis en place depuis 1993 et a gravement nui aux relations entre l'Inde et la Chine. Les perceptions erronées semblent s'aggraver et le manque de confiance est à l'origine du non-respect des règles.

⁴ Pal, D. : *China's Influence in South Asia. Vulnerabilities and Resilience in Four Countries (L'influence de la Chine en Asie du Sud. Vulnérabilités et résilience dans quatre pays)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

La visite de Rajiv Gandhi en Chine en décembre 1988 a marqué le début d'une nouvelle phase dans les relations indo-chinoises qui a conduit à un changement politique fondamental. Tout d'abord, l'Inde et la Chine ont convenu que ces relations seraient entièrement normalisées et ne seraient plus subordonnées à un règlement préalable de la question frontalière. Deuxièmement, les deux parties se sont également engagées à maintenir la paix et la tranquillité le long de la LAC jusqu'à ce qu'une résolution finale juste, raisonnable et mutuellement acceptable soit trouvée. Troisièmement, chacun a reconnu les contributions légitimes de l'autre partie au maintien de la paix et du progrès dans le monde. Dans les cercles indiens, ce modus vivendi a été baptisé Rajiv Gandhi-Deng Xiaoping. Au début des années 1980, l'Inde a commencé à discrètement explorer les moyens d'améliorer ses relations avec Pékin. Dans la seconde moitié des années 1980, cependant, de nouveaux facteurs sont entrés en jeu. L'un de ces facteurs a été l'affrontement militaire rapproché avec la Chine le long de la LAC en 1986-1987 dans la vallée de Sumdorong Chu (connu sous le nom d'incident de Wangdung). L'octroi par l'Inde du statut d'État au territoire de l'Arunachal Pradesh, dans le nord-est du pays, en février 1987, a encore aggravé les tensions entre l'Inde et la Chine⁵.

La normalisation prochaine des relations sino-soviétiques sous l'égide de l'ancien président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, ainsi que le processus en cours de normalisation des relations de la Chine avec l'Occident, ont également contribué à cette situation. On a émis l'hypothèse que l'approche des élections générales de 1989 et les accusations de corruption dans le commerce des armes, notamment avec l'affaire Bofors, ont pu jouer un rôle dans la quête de succès de l'Inde en matière de politique étrangère. L'Inde a perçu que la Chine disposait d'un leadership stable et pragmatique sous la direction de l'ancien chef suprême Deng Xiaoping, qui s'est adressé au ministre indien des affaires étrangères de l'époque et plus tard au Premier ministre Atal Bihari Vajpayee et à l'ancienne Première ministre Indira Gandhi. L'Inde espérait que cela signifierait que la Chine serait plus réceptive à des règlements frontaliers sur une base réaliste, qu'elle serait disposée à institutionnaliser la paix et la tranquillité par des mesures de confiance, qu'elle respecterait davantage l'intégrité territoriale de l'Inde et qu'elle affaiblirait le partenariat Chine-Pakistan en améliorant les relations sino-indiennes. Pour atteindre ces objectifs, les éléments de l'engagement de l'Inde avec la Chine comprenaient, entre autres, une rhétorique publique plus apaisée, la reprise des échanges au plus haut niveau et d'autres échanges politiques, la réouverture des

⁵ **Dittmer, L.** : *South Asia's Nuclear Security Dilemma: India, Pakistan, and China (Le dilemme de la sécurité nucléaire en Asie du Sud : Inde, Pakistan et Chine)*. Routledge, Londres, 2015.

échanges et des liens commerciaux, l'assouplissement des restrictions sur les personnes, des mesures de confiance dans les zones frontalières, la normalisation des relations militaires et une coopération plus étroite dans les relations multilatérales.

Au cours des années suivantes, l'Inde a obtenu des résultats positifs ou favorables. Il s'agit notamment de l'intensification des interactions au niveau des dirigeants, de l'acceptation officielle par la Chine du rattachement du Sikkim à l'Inde, d'importants accords de paix en 1993 et 1996, d'un accord sur les paramètres politiques et les principes directeurs pour le règlement de la question frontalière entre l'Inde et la Chine en 2005, et de la croissance des échanges commerciaux. Toutefois, la Chine n'était pas disposée à résoudre la question frontalière sur la base de faits concrets. Par conséquent, en 2003, la Chine a également arrêté le processus de clarification de la LAC ; après 2000, la construction rapide d'infrastructures le long de la LAC et au Tibet a suscité des inquiétudes.⁶ La Chine n'a pas apporté de changement majeur à sa position sur le Jammu-et-Cachemire, et la vente d'armes létales au Pakistan s'est poursuivie à un rythme rapide. Au milieu du 21^e siècle, l'aggravation des déséquilibres commerciaux est également devenue problématique. La Chine pouvait supposer qu'elle pourrait obtenir un règlement frontalier à ses propres conditions dans le secteur oriental, que l'Inde limiterait progressivement et sévèrement les activités de la communauté des réfugiés tibétains (comme l'a fait le Népal), que le marché indien serait ouvert aux produits chinois, que l'Inde resterait sensible à la sécurité de la Chine à sa frontière sud-ouest et soutiendrait la Chine dans l'arène multilatérale, et qu'elle pourrait déchiffrer sans risque les relations entre l'Inde et le Pakistan et avoir plus de marges de manœuvre dans leurs négociations avec d'autres pays de l'Asie du Sud. La paix le long de la LAC a donné à la Chine un plus grand sentiment de sécurité et lui a permis de construire des infrastructures sans rencontrer d'opposition sérieuse de la part des Indiens, le marché indien s'est ouvert et la Chine est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Inde, progressant dans l'adhésion de l'Inde au Tibet en tant que partie intégrante de la République populaire de Chine, et la Chine a pénétré de manière significative l'Asie du Sud, y compris par le biais de ventes d'armes.⁷

Outre l'expansion significative de l'économie chinoise et, par conséquent, de sa puissance nationale complexe, l'emprise de la Chine sur les marchés et les ressources a également accru la pression pour qu'elle s'implique davantage dans les affaires mondiales. La Chine est presque unanimement d'avis que la crise financière mondiale a révélé la vulnérabilité de l'Occident

⁶ **Nizamani, U.** : *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

⁷ **Clemens, A.** : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.

et ouvert la voie à la montée en puissance de la Chine. Par conséquent, la politique du président Barack Obama à l'égard de l'Asie, combinée aux différends de la Chine avec le Viêt Nam et les Philippines dans la mer de Chine méridionale et avec le Japon au sujet des îles Senkaku (ou Diaoyu), ont également été des facteurs qui ont favorisé la révision et l'ajustement de la politique étrangère. La philosophie du Taoguang Yanghui (Cachez votre force, attendez votre heure) semble défendre une politique étrangère « plus compétente » ou, comme l'ont dit certains universitaires chinois, « il n'était pas logique pour Pékin de continuer à se cacher en accord avec le Taoguang Yanghui pour attendre une meilleure situation ». La stratégie Taoguang Yanghui de Deng Xiaoping visait apparemment à enrichir économiquement la Chine et à rattraper le temps perdu pendant la révolution culturelle.⁸ Pour ce faire, la Chine devait sublimer ses intérêts à long terme en faveur de la croissance économique. La Chine a évité tout rôle de leader, donnant la priorité à ses relations avec les États-Unis sur tous les autres objectifs de politique étrangère. La Chine devait passer d'une politique étrangère axée sur les pays à une politique axée sur les problèmes et d'une politique d'adaptation passive aux développements mondiaux à une approche proactive de l'évolution de l'environnement mondial.

La nouvelle approche de la politique étrangère chinoise a été résumée par l'expression Fenfa Youwei ou « s'efforcer de réussir ».⁹ Il a été recommandé que la politique étrangère chinoise se concentre non plus sur l'établissement de relations fondées principalement sur la confiance mutuelle, mais sur l'établissement de relations qui servent des intérêts communs, et que la Chine accorde une priorité égale à son voisinage par rapport à la période précédente où elle était fière de sa position en matière de politique étrangère. Les résultats de cette réflexion intellectuelle ont été révélés publiquement après l'arrivée de Xi Jinping à la présidence et la convocation d'une conférence diplomatique avec les pays voisins en octobre 2013. La question du traitement des États-Unis est restée cruciale dans la politique étrangère de la Chine. Pékin a considéré la déclaration de la secrétaire d'État de l'époque, Hillary Clinton, sur la bière américaine en Asie comme un objectif stratégique visant à priver la Chine d'un équilibre géostratégique dans la région Asie-Pacifique.

⁸ **Dittmer, L.** : *South Asia's Nuclear Security Dilemma: India, Pakistan, and China (Le dilemme de la sécurité nucléaire en Asie du Sud : Inde, Pakistan et Chine)*. Routledge, Londres, 2015.

⁹ **Pal, D.** : *China's Influence in South Asia. Vulnerabilities and Resilience in Four Countries (L'influence de la Chine en Asie du Sud. Vulnérabilités et résilience dans quatre pays)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

La Chine s'est montrée très préoccupée par l'action des États-Unis dans la région, non seulement à l'égard de ses partenaires alliés, mais aussi en ce qui concerne l'établissement de nouvelles relations, y compris celles avec l'Inde, qui ont fait état d'une retenue. Certains analystes chinois estiment que c'est la raison pour laquelle la Chine devient proactive dans le façonnement de l'environnement régional et s'affirme davantage, même si c'est de manière défensive ou constructive. La question est de savoir si et dans quelle mesure l'Inde a joué un rôle dans ce remodelage de la politique étrangère de la Chine. Cela donne un aperçu de la façon dont la Chine percevait l'Inde.¹⁰ Dans la littérature chinoise, l'Inde est régulièrement décrite comme un voisin important et un pays en développement. Les universitaires chinois ont parlé d'intérêts communs dans les affaires multilatérales et du phénomène de croissance simultanée des deux pays. À l'époque, l'Inde et la Chine semblaient travailler ensemble sur des questions mondiales telles que le changement climatique, ainsi que sur la triade Russie-Inde-Chine et les BRICS (qui comprenaient également le Brésil et l'Afrique du Sud). Certains universitaires chinois ont même mentionné l'absence de différences stratégiques entre l'Inde et la Chine, bien qu'il soit de notoriété commune qu'il existe de sérieuses divergences sur certaines questions bilatérales.

Toutefois, il semble que l'Inde ne soit pratiquement pas mentionnée dans le débat sur la nouvelle politique étrangère de la Chine. Les États-Unis, la Chine et la Russie sont systématiquement qualifiés de grandes puissances dans tous les écrits chinois de l'époque, et le Japon et l'Union européenne sont parfois cités dans cette catégorie, mais l'Inde est rarement mentionnée. Peut-être la Chine ne considérait-elle pas l'Inde comme une zone d'intérêt stratégique dans le contexte plus large de la politique mondiale. La Chine ne considérait pas l'Inde comme un partenaire important pour relever le principal défi stratégique de sa politique étrangère – à savoir les États-Unis. Il est probable que la Chine ait conclu que l'Inde n'est pas en mesure d'aider ou d'entraver la croissance de la Chine dans le monde. Cela pourrait expliquer pourquoi la Chine n'a considéré l'importance de l'Inde que dans le contexte de la périphérie chinoise ou dans les affaires multilatérales, où les deux pays étaient considérés comme des pays en développement et des économies émergentes.

Pékin semble également avoir supposé que l'Inde n'avait pas de raisons de s'opposer sérieusement à la vision chinoise du monde et que les préoccupations individuelles pouvaient être traitées de manière bilatérale. Bien que la Chine ne considère pas l'Inde comme un allié ou une menace pour sa croissance,

¹⁰ **Nizamani, U.** : *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

la politique étrangère révisée de la Chine a eu un impact majeur sur l'Inde. Le résultat principal, à savoir la diffusion d'avantages économiques par la Chine dans son voisinage afin de construire des intérêts communs et de créer une crédibilité stratégique, qui a finalement pris la forme de l'initiative « Route et ceinture » (BRI en anglais pour *Belt and Road Initiative*, la nouvelle route de la soie), a touché un élément clé et un intérêt central de l'Inde. Un élément clé était l'influence traditionnelle et historique de l'Inde en Asie du Sud, et la principale préoccupation était la souveraineté de l'Inde au Jammu-et-Cachemire. Aucune consultation n'a eu lieu entre la Chine et l'Inde dans le cadre de l'initiative de réduction de la pauvreté. Les Chinois ont peut-être supposé que l'Inde alignerait et concilierait ses projets avec l'initiative de coopération régionale. Par la suite, lorsque la Chine a déclaré que le corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) était un projet phare, il était difficile pour l'Inde d'établir un lien avec la BRI. Deuxièmement, la promotion de la puissance chinoise en mer de Chine méridionale était conforme avec les activités plus récentes de l'Armée Populaire de Libération (APL) le long de la LAC à Depsang (en 2013) et Chumar (en 2014), qui a suscité des inquiétudes en Inde¹¹.

En conséquence, la frustration de la Chine à l'égard de la politique américaine dans la région indo-Pacifique a commencé à se refléter dans les relations sino-indiennes. Du point de vue indien, l'approche chinoise semble suggérer que l'Inde devrait être sensible aux préoccupations chinoises à cet égard, alors que l'Inde est restée indifférente à ces préoccupations. La réponse de l'Inde à la nouvelle politique étrangère de la Chine, qui a affecté les intérêts de l'Inde au niveau régional et multilatéral, a fait passer quelques voyants au rouge à Pékin. Les dirigeants chinois ont estimé que, bien qu'ils n'aient rien fait pour nuire aux intérêts de l'Inde, cette dernière a réagi d'une manière qui pourrait leur nuire.

2. 1. Changements dans la politique étrangère indienne

Les experts indiens s'accordent généralement à dire que la politique étrangère de l'Inde était sous le contrôle du gouvernement pendant des décennies avant que la Chine ne reconsidère sa propre politique. La politique de non-participation, c'est-à-dire d'équidistance, est devenue obsolète à la fin des années 1990. Contrairement à la Chine, l'Inde n'était pas délibérément à la recherche d'une nouvelle politique, d'un nouveau principe d'organisation ou d'une nouvelle grande stratégie. À la lumière de son expérience, elle a déjà procédé à une série d'ajustements. Le gouvernement Vajpayee a ajouté une dimension nucléaire, puis le gouvernement du Premier ministre Manmohan Singh a ajouté une dimension américaine,

¹¹ Gilli, A., Gilli, M. : *Why China Has Not Caught Up Yet (Pourquoi la Chine n'a pas encore rattrapé son retard)*. International Security Online, Vol. 43, N° 3, 2019.

et l'actuel gouvernement Modi a ajouté une dimension maritime.¹² Bien que certains quartiers chinois pensent que la politique étrangère de Modi s'éloigne considérablement des pratiques passées, la politique étrangère de l'Inde s'est orientée vers la recherche d'un espace international et vers une doctrine d'orientation multilatérale.

Toutefois, les facteurs qui ont poussé l'Inde et la Chine à ajuster leur politique étrangère sont très différents. Pour l'Inde, la Chine a été un aspect important, tandis que pour la Chine, l'Inde semble avoir à peine conservé son état d'esprit dans la création d'une nouvelle approche. Les gouvernements indiens successifs ont consciemment travaillé dans deux directions : construire une relation stratégique avec les États-Unis et développer des moyens de travailler avec la Chine, clarifier la LAC et créer un nouveau mécanisme de représentants spéciaux au niveau politique pour trouver une solution juste, raisonnable et mutuellement acceptable. Malgré ces revers, le gouvernement successeur de Singh a continué à dialoguer avec la Chine et, en avril 2005, a conclu un accord sur les paramètres politiques et les principes directeurs pour traiter la question de la frontière entre l'Inde et la Chine.¹³ Le niveau élevé d'ambition s'est reflété dans la décision d'établir un partenariat stratégique et coopératif sino-indien pour la paix et la prospérité.

Cela ne signifie pas que l'Inde soit indifférente aux défis posés par cette relation. Au contraire, elle était consciente que l'Inde pourrait être impliquée dans une rivalité à long terme avec la Chine, mais qu'une telle rivalité n'exclurait pas d'importants éléments de coopération. La Chine a-t-elle ravivé le désir de coopération de l'Inde d'un point de vue indien au cours de cette période de relations relativement stables ? Une petite minorité d'analystes indiens répondent par l'affirmative, ajoutant que par la suite le gouvernement Modi aurait abandonné cette politique et rallié les États-Unis. Toutefois, une opinion plus répandue est que Pékin n'a tout simplement pas fait preuve de sensibilité à l'égard des principales préoccupations de l'Inde, même alors que leurs relations étaient au beau fixe (relativement) entre le milieu des années 1990 et le début du XXI^e siècle. La reclassification de la région de l'Arunachal Pradesh en Tibet méridional dans l'année qui a suivi l'accord de 2005 a été perçue comme une provocation. La Chine a également bloqué les prêts multilatéraux pour les projets de développement dans l'Arunachal Pradesh. La Chine ne semble pas respecter les demandes de l'Inde en introduisant des visas liés pour les habitants du Jammu-et-Cachemire. Quelques mois après l'attaque terroriste de

¹² **Karim, M. A., Islam, F. :** *Bangladesh-China-India-Myanmar (BCIM) Economic Corridor: Challenges and Prospects (Corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar (BCIM) : Défis et perspectives)*. The Korean Journal of Defense Analysis, Vol. 30, N° 2, 2018.

¹³ **Nizamani, U. :** *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

novembre 2009 à Mumbai, le blocage chinois d'une proposition conjointe concernant l'inscription de terroristes sur la liste du comité des sanctions 1267 du Conseil de sécurité des Nations unies a été l'énième démonstration d'une d'insensibilité marquée de la part de la diplomatie chinoise. L'importance croissante de la Chine en Asie du Sud a également été perçue négativement par les experts en stratégie.

Depuis le milieu de l'année 2009, des signes de tensions sont apparus dans l'opinion publique au sujet d'une asymétrie des bénéfices de la politique d'engagement. L'analyste indien de la sécurité Chellaney (2010)¹⁴ a été l'un des premiers à affirmer que de nouvelles fissures commençaient à poindre, révélant un déséquilibre et une rivalité stratégiques fondamentaux. Il a utilisé l'expression chinoise « wen shui zhu qingwa » (chauffer lentement l'eau pour tuer la grenouille), qui suggère que la politique chinoise aurait dû susciter un minimum de suspicion en Inde jusqu'à ce qu'un nouvel équilibre soit trouvé en faveur de la Chine. Une perception différente prévalait à cette époque : la Chine était la seule grande puissance qui ne semblait pas concilier la montée en puissance de l'Inde. L'Inde a toujours reconnu la Chine comme une grande puissance. Elle a également toujours soutenu l'adhésion de la Chine aux Nations unies et à l'Organisation mondiale du commerce. D'autre part, de nombreux experts indiens estiment que la Chine reconnaît rarement, du moins publiquement, l'Inde comme une grande puissance. L'ancien Premier ministre de la République populaire de Chine, Mao Zedong, a qualifié l'Inde de « majordome » capitaliste et le Premier ministre indien Jawaharlal Nehru de « collaborateur de l'impérialisme ». L'ancien Premier ministre Zhou Enlai s'est exprimé avec mépris, qualifiant l'Inde de « trou sans fond » qui avait désespérément besoin d'une aide économique étrangère.¹⁵

Ce point de vue semble persister dans l'appareil de politique étrangère de la Chine, malgré des références occasionnelles telles que les remarques de Deng sur l'Inde, la Chine et le siècle asiatique. Les vieilles idées reçues sur l'influence perturbatrice des castes, de la pauvreté et du régionalisme sur le potentiel de l'Inde à devenir une grande puissance sont encore courantes dans les écrits chinois. Les changements intervenus depuis 1990 ne sont pas pris en compte. Le manque d'études récentes sur l'Inde peut s'expliquer par le fait qu'après une politique de « réforme et d'ouverture », la Chine s'est tournée vers l'Occident. Ainsi, la manière dont les deux pays ont façonné leur politique étrangère semble avoir une incidence sur la situation actuelle.

¹⁴ **Chellaney, B.** : *Asian Juggernaut: The Rise of China, India, and Japan (Les géants de l'Asie : La montée en puissance de la Chine, de l'Inde et du Japon)*. Harper Collins, New York, 2010.

¹⁵ **Farooq, U., Khawaja, A. S.** : *China-Pakistan Economic Corridor: Geo-political Implications, Regional Constraints and Benefits of CPEC (Corridor économique Chine-Pakistan : Implications géopolitiques, contraintes régionales et avantages du CPEC)*. South Asia Studies, A Research Journal of South Asian Studies, Vol. 34, N° 2, 2019.

Il existe une asymétrie croissante dans l'importance que l'Inde et la Chine revêtent l'une pour l'autre dans le cadre d'objectifs de politique étrangère plus larges.¹⁶ Le sentiment qui prévaut en Inde est que la Chine n'est pas disposée à accorder à l'Inde le poids qui lui revient dans les affaires mondiales ou régionales.

Cette perception est renforcée par la manière dont certaines des initiatives de politique étrangère plus larges de la Chine – telles que l'initiative « Une ceinture - Une voie » ou sa poussée dans l'océan Indien – affectent directement les intérêts de l'Inde. Du point de vue de l'Inde, la Chine semble prendre des mesures qui entravent les intérêts de l'Inde. L'Inde a réagi en s'opposant à la Chine sur des questions d'intérêt majeur pour elle, telles que l'initiative de coopération régionale ou la mer de Chine méridionale. Pékin semble surpris par la réaction indienne. Comme l'a déclaré un analyste chinois, « Ces dernières années, la Chine a fait preuve de bonne volonté avec les meilleures intentions sur presque toutes les questions spécifiques concernant les relations Chine-Inde, mais n'a pas joui de la même bonne foi en retour. »¹⁷ parce qu'elle n'est pas considérée comme un acteur indépendant jouissant d'une influence mondiale.

Comme le notent plusieurs scientifiques, la Chine a tendance à considérer l'Inde avant tout comme un pays en développement. Cela suggère qu'au cours de la transformation de l'ancienne politique étrangère, une éventuelle divergence dans la perception mutuelle aurait pu instaurer de futurs malentendus et une suspicion mutuelle avant même l'arrivée de Modi à la mi-2014¹⁸ en tant que nouveau premier ministre, tout en attirant l'attention sur les préoccupations de l'Inde. Lorsque Modi s'est rendu en Chine en avril 2015, d'autres signes de bonne entente étaient visibles, bien que la consécration par Xi Jinping du corridor économique sino-pakistanaï (CPEC) n'ait pas été du goût de l'Inde. En l'espace d'un an, la communauté stratégique chinoise a semblé arriver à une certaine forme de consensus sur le gouvernement de Modi. Une évaluation antérieure supposait que la politique étrangère de Modi, dirigée par l'Inde, serait « intransigeante ». Elle notait que la « politique de voisinage » visait à renforcer l'autorité de l'Inde en Asie du Sud et à offrir des avantages économiques pour lutter contre les incursions stratégiques de la Chine. On a supposé que cela pourrait nuire aux intérêts de la Chine. Ce raisonnement semblait correspondre à l'analyse chinoise selon laquelle l'Inde considérait l'invasion chinoise de l'Asie du Sud comme improbable. L'accent mis par l'Inde sur la zone maritime de l'océan Indien a également été perçu comme l'intention du gouvernement Modi de mettre en place une défense navale dans l'océan Indien, en se tournant vers l'océan Pacifique, contrairement à la politique précédente *Look East to Act East* (Regarder l'Est pour agir à l'Est).

En fin de compte, la Chine a constaté que sous le règne de Modi, l'Inde se tournait davantage vers l'Amérique. L'idée sous-jacente était que la politique de Modi visait à lutter contre la Chine au niveau régional et mondial. Néanmoins, les experts chinois ont supposé que malgré l'alerte stratégique du pouvoir indien au sujet des raids de la Chine en Asie du Sud et dans l'océan Indien, il restait une très large marge

de manœuvre pour la coordination et la coopération sur les questions bilatérales et multilatérales. La seule note discordante qui s'est glissée dans le récit chinois est la description du BJP (Bharatiya Janata Party) comme un parti politique « déviant à droite ». Au fil du temps, les soupçons de la communauté stratégique chinoise se sont transformés en certitude.¹⁹

Le comportement de l'Inde est jugé à l'aune de deux événements géopolitiques : la BRI de la Chine et la stratégie américano-Pacifique. En ce qui concerne la BRI, la Chine pense qu'elle a essayé d'accommoder l'Inde en concevant le format « Chine et Inde plus un ». Selon la Chine, l'Inde n'a pas compris que l'initiative chinoise de la route de la soie n'avait pas pour but de rechercher la confrontation, mais seulement de renforcer la stabilité stratégique en Asie du Sud. En ce qui concerne la région indo-Pacifique, le gouvernement chinois semble avoir conclu que l'objectif stratégique de l'Inde est de frustrer la Chine. S'exprimant de manière à montrer sa supériorité morale, en employant des termes comme « Sécurité et croissance pour tous dans la région » et « Vision indo-Pacifique », Pékin estime que l'Inde nie ses véritables intentions. La communauté stratégique chinoise estime que le gouvernement Modi a abandonné sa position isolationniste traditionnelle dans la région maritime pour une coordination stratégique avec l'Amérique. Rong Ying, vice-président de l'Institut chinois d'études internationales, affilié au ministère chinois des affaires étrangères, estime que l'objectif de Modi est de présenter l'Inde comme une puissance de premier plan et pas seulement comme une force d'équilibrage, même si cela nuit aux intérêts de la Chine et à la confiance stratégique entre l'Inde et la Chine.

¹⁶ **Nizamani, U.** : *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

¹⁷ **Gokhale, V.** : *The Road from Galwan: The Future of India-China Relations (La route de Galwan : L'avenir des relations entre l'Inde et la Chine)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

¹⁸ **Nizamani, U.** : *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

¹⁹ **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020.

Le lien entre la montée du nationalisme hindou comme obstacle au développement des relations entre l'Inde et la Chine et la détérioration des relations depuis l'accession de Modi au poste de premier ministre s'est imposé dans les esprits en Chine. En même temps, l'impression dominante était que la doctrine de Modi créait une belle vision, mais que la réalité était légèrement différente de la vision. Les scientifiques chinois estiment que l'Inde est loin derrière la Chine dans tous les indicateurs globaux et que le bilan de Modi est discutable – disparités sociales, faiblesse des infrastructures et ralentissement de la croissance économique. Il est probable que cette perception ait conduit les militaires chinois à adopter une position plus ferme à l'égard de l'Inde le long de la LAC, ce qui pourrait expliquer une série d'incidents survenus depuis 2013.²⁰ Les analystes chinois ont tendance à rejeter les aspirations de l'Inde à devenir une grande puissance, estimant qu'il s'agit d'une perception exagérée de leur potentiel. Les analystes chinois ont tendance à ne pas prendre au sérieux les aspirations de l'Inde à devenir une grande puissance, estimant qu'il s'agit d'une perception exagérée de leur potentiel.

De son côté, l'Inde a tendance à se défaire de plus en plus du souvenir de l'hostilité causée par la guerre de 1962 et s'engage aujourd'hui de manière constructive avec la Chine pour construire une relation de coopération stable. La visite du Premier ministre indien Rajiv Gandhi en décembre 1988 – la première depuis les hostilités de 1962 – a été le premier signal clair de la volonté de l'Inde de mettre fin au statu quo et de régler la question frontalière qui avait immobilisé les relations sino-indiennes pendant près de trois décennies.²¹ Cette visite a marqué une étape importante dans l'amélioration qualitative des relations. Elle a déclenché un processus d'engagement mutuel, marqué par un sens accru du pragmatisme et des attentes réalistes de la part des deux parties.

2.2. Vers une coopération sino-indienne

L'accord bilatéral de 1993 sur la ligne de contrôle réel (LAC, *Line of Actual Control*) a constitué un engagement novateur en ce sens que les deux pays se sont clairement engagés à garantir un environnement pacifique à la frontière sino-indienne, même si les divergences entre les deux pays ont continué à poser problème dans la résolution finale de la frontière

²⁰ **Nizamani, U.** : *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

²¹ **Kapur, A.** : *India and the South Asian Strategic Triangle (L'Inde et le triangle stratégique de l'Asie du Sud)*. Routledge, Londres, 2010.

contestée. Depuis lors, les deux pays sont restés engagés dans un dialogue stable et ininterrompu afin de trouver une solution juste et rationnelle à la question préoccupante de la frontière. Un accord de renforcement de la confiance militaire le long de la ligne de démarcation commune dans les zones frontalières sino-indiennes a été signé en 1996. Par la suite, la Chine et l'Inde ont pris un certain nombre de mesures de confiance pour écarter la menace d'une confrontation accidentelle. Des mesures de réduction des troupes des deux côtés, l'annonce préalable des exercices militaires, des réunions régulières entre les commandants locaux et des exercices militaires conjoints ont été mis en place pour maintenir la paix le long des frontières. Un accord important sur l'établissement de paramètres politiques et de lignes directrices pour la démarcation et l'abornement des lignes a été signé en 2005 et appelle les deux parties à procéder à des ajustements significatifs et mutuellement acceptables de leurs positions respectives et à prendre dûment en considération les intérêts stratégiques et proportionnés de l'autre, ainsi que la réciprocité et l'égalité en matière de sécurité.

L'Inde et la Chine ont également pris des mesures pour répondre à leurs préoccupations mutuelles concernant certaines questions bilatérales sensibles. Après la visite du Premier ministre indien de l'époque, Atal Bihari Vajpayee, au Sikkim en 2003, l'accès des deux pays aux frontières s'est visiblement assoupli. Cela a marqué leur décision de rétablir leurs consulats généraux à Shanghai et à Mumbai et de restaurer le passage de la frontière par le col de Nathu La, qui a longtemps été un défi éprouvant pour l'Inde et la Chine. L'Inde a clairement accepté la région autonome du Tibet (RAT) comme partie intégrante du territoire de la République populaire de Chine (RPC). Elle a ainsi réaffirmé son engagement à ne pas permettre au dalaï lama de s'engager dans des activités politiques anti-chinoises. Dans le même ordre d'idées, la Chine a officiellement reconnu la souveraineté de l'Inde sur le Sikkim, longtemps contestée. Plus important encore, la Chine a adopté une position plus souple sur le Cachemire. En appelant le Pakistan à respecter les véritables lignes frontalières et à résoudre le conflit par la négociation plutôt que par une action militaire lors de la guerre de Kargil en 1999, la Chine a contribué à apaiser les vives inquiétudes de l'Inde concernant l'accord sino-pakistanaï sur ses frontières sensibles du nord-ouest.²² Dans l'ensemble, toutes ces mesures ont considérablement réduit les tensions frontalières et créé une plus grande transparence et une plus grande confiance entre les deux pays.

²² Singh, A. : *Hard Realities: India, Pakistan, China in an Emerging New World (Réalités difficiles : L'Inde, le Pakistan et la Chine dans un nouveau monde émergent)*. Lancer Publishers LLC, New York City, 2019.

L'Inde et la Chine ont également élargi leur coopération bilatérale multilatérale dans un certain nombre de domaines, notamment le commerce, l'investissement, l'agriculture, l'éducation, le patrimoine culturel et le tourisme. Après 2001, le terrorisme est également devenu un nouvel enjeu de coopération entre les deux pays. Des progrès importants ont été faits dans tous les domaines, mais la coopération économique est devenue une caractéristique dominante du partenariat sino-indien émergent. Malgré les nombreux obstacles restants, les deux pays s'efforcent constamment de diversifier leur profil commercial et d'exploiter pleinement leur potentiel actuel de complémentarité. Le commerce bilatéral entre les deux pays a connu une croissance remarquable au cours des dernières années, atteignant le chiffre stupéfiant de 51,8 milliards de dollars en 2008.²³ La Chine a également dépassé les États-Unis en tant que premier partenaire commercial de l'Inde. Il ne fait aucun doute que la coopération économique, basée sur l'expansion des liens commerciaux, d'affaires et d'investissement, restera peut-être le facteur le plus positif de l'engagement sino-indien et de l'évolution du partenariat dans un avenir proche.

2.3. Un défi sécuritaire pour la Chine, l'Inde et le Pakistan : le règlement de la question des frontières

Étant donné qu'un cadre de relations stables et coopératives est resté fermement en place au fil des ans, on peut affirmer avec une certitude raisonnable que, à moins d'une tournure malheureuse des événements, les relations sino-indiennes se développeront plus ou moins uniformément dans un avenir proche. Toutefois, les interactions complexes entre la proximité géographique et l'historique du terrain stratégique sino-indien ne manqueront pas de continuer à stimuler la concurrence et la rivalité entre les deux géants asiatiques. Sans nul doute, la Chine représente un défi majeur à long terme, voire primordial, pour la sécurité de l'Inde. Si l'Inde a de nombreuses raisons de se réjouir de l'expansion constante de ses relations avec la Chine, elle n'en reste pas moins consciente de la vaste portée des capacités technologiques, militaires et nucléaires de la Chine au-delà de ses frontières. Avec son potentiel énergétique incontestable, ainsi que la forte présence militaire et nucléaire de la Chine au Tibet, l'Inde deviendra vite un sujet incontournable à l'horizon stratégique. La Chine a déployé des missiles à moyenne portée au Tibet, qui sont à la portée des grandes villes indiennes.

Elle s'emploie également à construire massivement des infrastructures pour renforcer ses liens avec le Tibet, ce qui rend l'Inde vulnérable à ses futurs projets. Outre la principale liaison ferroviaire

²³ **Kapur, A.** : *India and the South Asian Strategic Triangle (L'Inde et le triangle stratégique de l'Asie du Sud)*. Routledge, Londres, 2010.

Qinghai-Tibet et la liaison ferroviaire Pékin-Lhassa de 3 900 km (qui pourra être prolongée jusqu'à Xigaze, au sud de Lhassa, puis jusqu'à Yatung, près du col de Nathu La, à la frontière avec l'Inde), la Chine participe à la construction d'aéroports et à des projets routiers qui relient la plupart de ses grandes villes au Tibet. Les principales autoroutes telles que Qinghai-Tibet (autoroute centrale), Sichuan-Tibet (autoroute orientale), Lhassa-Kashgar / Aksai Chin / Xinjiang (autoroute occidentale) et Yunnan-Tibet relient le Tibet à la province voisine du Sichuan, au Yunnan, au Qinghai et au Xinjiang. Les liaisons aériennes sont également renforcées par l'aéroport de Gonggar (qui relie Lhassa à la plupart des autres villes chinoises, dont Pékin, Shanghai, Guangzhou et Chengdu). Cette évolution suscite de vives inquiétudes en Inde quant aux intentions de la Chine, d'autant plus que la question des frontières n'a pas encore été résolue. Comme l'a souligné avec justesse un observateur avisé de la scène, « l'instabilité de la frontière offre à la Chine un levier stratégique pour maintenir l'Inde dans l'incertitude quant à ses intentions et dans la nervosité quant à ses capacités, révélant ainsi les faiblesses de l'Inde...»²⁴

Il est important de noter ici qu'indépendamment de la volonté de l'Inde de coopérer avec la Chine sans faire de la résolution de la frontière une condition préalable à la normalisation des relations, le différend frontalier reste un problème majeur pour les perspectives de sécurité à long terme de l'Inde. Il ne fait aucun doute que la frontière sino-indienne est restée largement exempte de conflits depuis 1962. En outre, personne au sein de la communauté stratégique indienne ne pense que, compte tenu de la configuration des forces de l'Inde et de l'évolution significative de son statut de puissance, la Chine se permettra de nouvelles aventures militaires à son encontre, comme elle l'a fait en 1962. Et en même temps, l'Inde est bien consciente des dangers potentiels de frontières non résolues qui peuvent être utilisées comme levier stratégique ou comme différend territorial par la Chine, si elle décide de le faire à l'avenir.

Pour rappel, le différend frontalier porte sur l'Aksai Chin dans le secteur occidental (40 000 km²) et sur l'État indien de l'Arunachal Pradesh dans le secteur oriental (92 000 km²), ce qui fait de la frontière sino-indienne l'une des plus longues frontières contestées au monde. L'Inde a réfuté l'affirmation de la Chine selon laquelle la frontière sino-indienne était juridiquement contraignante pour les deux pays en vertu des traités existants. La Chine a fait valoir que les frontières entre les

²⁴ **Clemens, A.** : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018, page 28.

²⁵ **Ranjan, A.** : *The China-Pakistan Economic Corridor: India's Options. (Le corridor économique Chine-Pakistan : Les options de l'Inde)*. The Institute of Chinese Studies, N° 10, mai 2015.

deux pays n'avaient jamais été délimitées ou démarquées, et que seuls des « traités juridiques » avaient été conclus, héritage de l'impérialisme britannique, qui avaient été imposés unilatéralement à la Chine. La Chine n'a pas hésité à appuyer ses revendications par la force, notamment au moment de son attaque rapide à travers la frontière en 1962, au cours de laquelle une Inde sans défenses dans la région a été totalement prise au dépourvu et complètement vaincue par les forces chinoises. Au moment de la victoire totale, la Chine a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, s'est retirée de tous les territoires, bloquant la zone stratégique de l'Aksai Chin, qu'elle a occupée pendant une guerre courte mais décisive. Dans le même temps, elle menacé l'Inde de sévères représailles en cas de violation du cessez-le-feu ou de franchissement des lignes dans n'importe quel secteur. La situation aux frontières n'a pas changé depuis lors et l'Inde n'a pris aucune mesure pour franchir les lignes ou modifier le statu quo.

Compte tenu du rapport de force qui prévaut en Chine et de la position géostratégique avantageuse de cette dernière, l'Inde n'a guère d'autre choix que d'accepter la réalité sur le terrain. L'Inde a accepté le fait que la Chine a le volant et que c'est elle qui, en fin de compte, déterminera le rythme des discussions et négociations du différend frontalier. La Chine a fait preuve d'un certain pragmatisme en ne laissant pas les perceptions divergentes de la sécurité nationale perturber le dialogue en cours. Toutefois, cela n'enlève rien au fait que la résolution de la question frontalière n'est pas une priorité ou une nécessité stratégique pour la Chine, mais un choix dicté par l'opportunisme politique. La Chine a l'initiative et n'a pas montré d'empressement à parvenir à un règlement rapide. Il n'est donc pas surprenant que, malgré l'accord sur la spécification des paramètres politiques et des principes directeurs pour la délimitation des lignes en 2005, aucun progrès réel n'ait été réalisé dans la définition de ces lignes. Au contraire, la Chine a laissé le sujet sur la table et n'a pas hésité à faire de plus en plus pression en augmentant régulièrement ses exigences à l'égard de l'Arunachal Pradesh, ce qui a exaspéré l'Inde. La Chine a toujours refusé de délivrer des visas aux fonctionnaires de l'Arunachal Pradesh au motif que, l'État faisant partie du territoire chinois, il n'a pas besoin de visas. À un moment donné, elle a même tenté de prendre encore plus l'avantage en protestant contre la campagne électorale du Premier ministre indien Manmohan Singh dans l'État. L'année dernière, elle a délibérément tenté de bloquer les fonds de la Banque asiatique de développement (BAD) destinés à l'Inde, au motif qu'une partie de ces fonds devait être utilisée dans l'Arunachal Pradesh.

La Chine a également réagi vivement à la visite du dalaï lama à Tawang (Arunachal Pradesh), qu'il a déclaré pour la première fois comme faisant partie de l'Inde. Cette visite a suscité une inquiétude

particulière de la Chine, car Tawang revêt une importance particulière pour les Tibétains en tant que lieu de naissance du 6^e dalaï-lama. La déclaration du dalaï Lama est intervenue à un moment où des manifestations massives contre le gouvernement chinois avaient lieu au Tibet. La Chine a officiellement recommandé à l'Inde de faire preuve de retenue et de ne pas causer de problèmes dans la zone contestée afin d'assurer un développement sain des relations entre les deux pays. Elle rappelle que les deux pays n'ont jamais officiellement réglé la question de la démarcation de leurs frontières et que la position de la Chine sur le secteur oriental de la frontière sino-indienne est « cohérente et claire ». L'Inde a réaffirmé que, quoi qu'en disent les autres, « La position du gouvernement indien est que l'Arunachal Pradesh fait partie de l'Inde. »²⁶

L'Inde reconnaît que la rétention systématique de l'Arunachal Pradesh par la Chine pour accroître la pression sur l'Inde n'est en aucun cas une conséquence de sa propre vulnérabilité au Tibet. La faiblesse de son contrôle sur le Tibet, même cinq décennies après avoir investi des forces militaires dans la région, souligne son incapacité à atteindre l'objectif déclaré d'intégrer définitivement le Tibet dans sa patrie. Les émeutes violentes et les débordements dans cette région sensible continuent de poser un défi majeur à l'autorité centrale de la Chine. La présence du dalaï lama en Inde ne fait qu'accroître ses inquiétudes et la situation difficile au Tibet. La popularité et le soutien internationaux croissants du dalaï lama, qui est également perçu par la Chine comme une figure séparatiste, augmentent l'embarras international de la Chine. L'Inde affirme fermement que l'octroi de l'asile au dalaï lama, figure religieuse et culturelle vénérée, est une décision purement humanitaire conforme à ses traditions démocratiques. La rencontre de M. Manmohan Singh avec le dalaï lama en août 2010 confirme également ce point. Outre l'assurance qu'il ne pourra se livrer à aucune activité politique sur le sol indien, l'Inde n'a pas cédé à la demande de la Chine de limiter les déplacements du dalaï lama à l'intérieur du pays ou à l'étranger. L'Inde se rend compte qu'elle n'est pas en mesure de jouer la carte tibétaine, compte tenu de ses limites et de l'excellente capacité et du potentiel de la Chine à s'attaquer à d'anciens problèmes à sa guise et au moment qu'elle choisit. Pour le reste, l'Inde veut se garder une marge de manœuvre. L'Inde n'est pas pressée de restreindre la liberté du dalaï lama ou de pallier les préoccupations de longue date de la Chine à l'égard du Tibet.

²⁶ Singh, A. : *Hard Realities: India, Pakistan, China in an Emerging New World (Réalités difficiles : L'Inde, le Pakistan et la Chine dans un nouveau monde émergent)*. Lancer Publishers LLC, New York City, 2019, s. 56.

Le pouvoir indien se rend compte que pour la Chine, comme il y a cinquante ans, le problème des frontières ne concerne pas seulement les gains territoriaux, mais aussi l'érosion du prestige de l'Inde en tant que grande puissance. La Chine a gagné la guerre de 1962, mais elle a libéré la majeure partie du territoire uniquement pour exposer la vulnérabilité de l'Inde et détruire effectivement son image dans la région. Dans cette mesure, la position de la Chine sur la question des frontières rappelle la volatilité fondamentale des relations sino-indiennes. En outre, elle met en évidence le danger potentiel d'une nouvelle escalade du conflit afin d'obtenir des points de souveraineté politique qui vont au-delà des revendications territoriales réelles. Les questions en suspens sur les frontières continueront donc à susciter de vives inquiétudes en Inde en termes de sécurité et de relations stratégiques avec la Chine.

Les inquiétudes de l'Inde sont aggravées par la modernisation rapide des installations militaires chinoises. La célébration du 60^e anniversaire de la RPC a été l'occasion d'une démonstration massive de la puissance militaire de la Chine et a révélé l'écart grandissant entre les capacités militaires des deux pays. Selon une source, le budget de défense de la Chine, qui s'élevait à 75 milliards de dollars en 2009, était deux fois et demie supérieur à celui de l'Inde, qui s'élevait à 30 milliards de dollars. L'Armée populaire de libération (APL) est la plus grande armée du monde, avec une proportion de personnel et d'artillerie bien supérieure à celle de l'Inde. En outre, l'acquisition d'avions de chasse sophistiqués, tels que les J-11 et J-12, a considérablement renforcé l'armée de l'air chinoise au détriment de l'Inde.²⁷

L'Inde reste la puissance dominante en Asie du Sud en raison de sa taille, de sa situation géographique et de son potentiel global. Cependant, elle est également consciente de la nécessité de transformer la région à travers la coopération afin de pouvoir réaliser ses ambitions à long terme de jouer un rôle important dans les affaires mondiales. L'Inde souhaite donc non seulement jouer un rôle clé dans la région, mais aussi la préserver de la présence et de l'intervention de puissances extérieures. Consciente du statut de l'Inde en tant que nation la plus puissante d'Asie du Sud, la Chine a été réticente à accepter sa place incontestable dans la région. Sa stratégie visant à équilibrer la puissance et l'influence de l'Inde dans la région tend donc à s'affirmer. Les préoccupations sécuritaires de l'Inde concernant l'intrusion de la Chine dans son propre espace font toujours partie intégrante de la perspective de sécurité régionale de l'Inde.

²⁷ **Garlick, J.** : *Reconfiguring the China-Pakistan Economic Corridor: Geo-Economic Pipe Dreams Versus Geopolitical Realities* (Reconfigurer le corridor économique Chine-Pakistan : Les rêves géoéconomiques et les réalités géopolitiques). Routledge, Londres. 2021.

3. L'opportunité chinoise au 21^e siècle

La montée en puissance de la Chine en une génération en tant qu'acteur mondial sous l'égide du Parti communiste chinois (PCC) est devenue l'incarnation de la reconfiguration de la structure du pouvoir en Asie de l'Est et dans le reste du monde. Depuis que le Japon, sous la direction de l'empereur Meiji, est devenu une puissance mondiale dans la seconde moitié du XIX^e siècle (après 1868), aucune autre puissance non occidentale n'a eu le potentiel de modifier l'ordre mondial comme la Chine aujourd'hui. Comme l'a prédit la communauté américaine du renseignement en 2009, la Chine a un impact plus fort sur la géopolitique mondiale que tout autre pays. La montée en puissance de la Chine transforme la répartition régionale et mondiale du pouvoir économique, politique et militaire. L'idée récente est qu'il pourrait y avoir des changements fondamentaux dans l'ordre international après la guerre froide menée par les États-Unis. Depuis 2008, la crise financière mondiale a entraîné un déclin relatif des États-Unis, tandis que la Chine a maintenu une forte croissance économique. En 2010, ce changement structurel a coïncidé avec des discussions sur une « Chine plus affirmée », comme en témoignent des questions telles que les droits de l'homme, les ventes d'armes à Taïwan, la visite du dalaï lama à Washington et l'appréciation de la monnaie chinoise.²⁸ La possibilité d'un conflit entre les États-Unis en tant que puissance hégémonique existante et la Chine en tant que concurrent émergent suscite actuellement des inquiétudes croissantes, conformément aux arguments de la théorie du transfert de puissance.

Les conséquences de la montée en puissance militaire de la Chine et de l'évolution de l'équilibre des pouvoirs en Asie sont importantes pour l'Inde. Les États-Unis étant la principale puissance d'équilibre dans la région, leur déclin a suscité des inquiétudes chez tous les voisins de la Chine, y compris l'Inde. La Chine, qui remet en question la position clé et le leadership militaire de l'Amérique en Asie, souhaite minimiser ses divergences avec les pays voisins, y compris l'Inde, et se concentrer sur ce que l'on appelle le nouveau type de relations entre les superpuissances. La seule façon d'avancer pour ces deux nations est donc de créer une dynamique politique en renforçant la coopération économique et les contacts entre les peuples, qui constitueront la base des futures négociations.

²⁸ Clemens, A. : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.

L'Inde et la Chine étant géographiquement proches, il est naturel qu'il y ait un conflit d'intérêts dans différents domaines concernant les ressources, notamment l'eau, l'énergie et d'autres questions environnementales. Toutefois, les différends peuvent être résolus s'il existe un mécanisme permettant de traiter ces questions d'intérêt commun d'une manière mutuellement acceptable. Mais jusqu'à présent, l'Inde et la Chine sont loin de parvenir à un consensus, ne serait-ce que sur la définition de la ligne frontalière dans les trois secteurs. Récemment, une nouvelle proposition a émergé du côté chinois pour concevoir un mécanisme de gestion des zones frontalières lorsque les troupes franchissent la ligne de contrôle. L'objectif est peut-être d'éviter une situation telle que l'impasse dans laquelle l'APL et l'Inde se sont trouvées en mars et avril 2013 dans la région du Ladakh. Alors que les dirigeants militaires se sont montrés proactifs des deux côtés de la frontière, les dirigeants politiques ont cherché à atténuer le facteur de conflit dans les relations bilatérales. Le Premier ministre sortant, Manmohan Singh, a réussi à se faire une réputation d'économiste avisé auprès des dirigeants chinois et a noué de bonnes relations avec le précédent Premier ministre chinois, Wen Jiabao.²⁹ Les dirigeants de l'Inde et de la Chine ont généralement adopté une démarche pacifique dans leurs relations bilatérales et ont réussi à éviter tout différend majeur à leurs frontières.

Le monde a déjà accepté la domination économique de la Chine, le moment est donc probablement venu pour la Chine d'également affirmer sa supériorité militaire. Nous ne nous plaignons plus des produits chinois car le pays s'est réellement amélioré et fournit des biens de qualité supérieure. La question de savoir si le monde est également prêt à accepter que la Chine devienne une nouvelle superpuissance militaire reste ouverte. Jusqu'à présent, les avis sont partagés, tant au niveau mondial qu'en Inde. Des militaires et des stratèges indiens bien connus considèrent la montée en puissance de la Chine comme un défi, mais certains politiciens et diplomates indiens ont commencé à voir la Chine comme une opportunité. Les entreprises indiennes ont toujours prôné un engagement économique avec la Chine basé sur la réciprocité, mais les bureaucrates du ministère du commerce craignent que les produits chinois n'inondent le marché indien. Dans les années à venir, la Chine s'intéressera plus que jamais à l'Asie du Sud, non seulement en raison d'intérêts géostratégiques, mais aussi parce qu'il s'agit d'une autre région qui connaîtra une forte croissance économique après l'Asie de l'Est. La Chine a investi dans une amitié de longue date avec le Pakistan et l'a soutenue en toutes circonstances, et le moment est venu d'en tirer parti sur le plan économique. L'engagement politique de Pékin dans la région de l'Asie du Sud a conduit à des « partenariats

²⁹ **Farooq, U., Khawaja, A. S.** : *China-Pakistan Economic Corridor: Geo-political Implications, Regional Constraints and Benefits of CPEC (Corridor économique Chine-Pakistan : Implications géopolitiques, contraintes régionales et avantages du CPEC)*. South Asia Studies, A Research Journal of South Asian Studies, Vol. 34, N° 2, 2019.

stratégiques » avec plusieurs petits États de la région. L'intensification des liens sino-pakistanaïens semble soutenir la perspective néoréaliste selon laquelle Pékin utilise le commerce, l'investissement, l'aide au développement et la diplomatie pour contrebalancer la domination régionale et mondiale de l'Inde.

Il est donc clair que la politique chinoise en Asie du Sud ou la politique élargie du *Look West* (« Regarder à l'Ouest ») sera basée sur son allié de longue date, le Pakistan. Les Indiens sont plus qu'heureux que la Chine investisse au Pakistan et l'aide à devenir un pays « ordinaire ». Pour autant, les liens militaires étroits, ainsi que la vente de technologie nucléaire au Pakistan, sont peut-être la principale raison pour laquelle l'Inde considère la Chine comme une menace. L'Inde souhaiterait impliquer les intérêts chinois dans la région dans un cadre multilatéral sous les auspices de l'ASACR et d'autres institutions. L'Inde a donc accueilli favorablement le projet de la Chine d'établir le corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar (BCIM), qui a été présenté pour la première fois lors de la visite du Premier ministre chinois à New Delhi en mai 2013. Toutefois, la plupart de ces initiatives ont été mises en œuvre dans le but de relier le nord-est de l'Inde et le sud-ouest de la Chine et rien de significatif n'a été réalisé depuis. Depuis l'ouverture de la frontière Nathu-La au Sikkim en 2006, rien d'important n'a été fait pour promouvoir le commerce frontalier entre l'Inde et la Chine. La ville de Kolkata et Kunming (initiative K2) ont entamé et mené un certain nombre de dialogues pour faciliter le commerce et le développement dans la région. Avant le lancement de la « Route de la soie maritime », les dirigeants chinois avaient lancé leur programme visant à faire revivre l'ancienne Route de la soie, qui commence à Xi'An (l'ancienne capitale de la Chine), passe par les États d'Asie centrale et se termine à Rome.

C'était l'une des principales initiatives politiques du nouveau président Xi Jinping pour relancer le destin de la région occidentale de la Chine. En 2000, la Chine a lancé le programme de « développement de l'Ouest » (Xibu Dakaifa), qui n'a pas donné les résultats escomptés. Le débat sur les disparités régionales en Chine s'est intensifié, provoquant un profond mécontentement des minorités à l'égard de la politique de développement de Pékin. À plus grande échelle encore, la « nouvelle route de la soie » et la « route de la soie maritime » représentent des efforts complémentaires pour construire des infrastructures de commerce et de transport entre la Chine et l'Asie centrale. On estime que la réouverture des routes commerciales traditionnelles contribuerait à réconcilier les divers intérêts des partenaires traditionnels de la route de la soie et à rétablir le libre-échange et la mobilité des personnes, ainsi que les liens interculturels et idéologiques.

3.1. Le rôle croissant de la Chine dans la région indienne

Il est tout aussi crucial pour l'Inde de tenir compte des efforts déployés par la Chine pour étendre sa présence et influencer la politique et la sécurité d'autres pays voisins. Au fil des ans, la Chine n'a cessé d'accroître sa présence en Asie du Sud et a soigneusement établi des liens économiques, politiques et militaires avec les petits pays d'Asie du Sud afin de trouver sa propre place dans la région. L'Inde s'inquiète des efforts non dissimulés de la Chine pour limiter son influence et sa position en Asie du Sud. D'une part, la position géostratégique et la puissance de l'Inde en font un acteur incontournable dans la région. Paradoxalement, cependant, la grande affiliation religieuse, linguistique et culturelle de l'Inde avec ses voisins a conduit à une plus grande distance psychologique entre eux. Les préoccupations croissantes concernant l'identité nationale et la souveraineté des petits pays d'Asie du Sud ont conduit à des désaccords plus importants avec leur puissant voisin, l'Inde. Dans ce contexte, les questions bilatérales relatives au partage de l'eau, aux facilités de commerce et de transit, à la transcendance ethnique et à la migration, ainsi qu'au terrorisme transfrontalier, ont pris ces dernières années une tournure si profondément émotionnelle qu'elles continuent de résister à une solution rationnelle. D'autre part, la Chine n'a pas de paradigme de souvenirs historiques et de différends bilatéraux. Plus important encore, de nombreux petits voisins de l'Inde considèrent la Chine comme un contrepoids efficace à la puissance prédominante de l'Inde. La Chine dispose ainsi d'un avantage comparatif qui lui permet d'utiliser le sentiment anti-indien dominant pour construire ses propres liens d'amitié avec ces pays. Compte tenu de ces faits fondamentaux, l'ingérence progressive de la Chine dans la sphère d'influence traditionnelle de l'Inde a des conséquences à long terme sur la position régionale de l'Inde, que celle-ci ne peut ignorer.

La Chine a progressivement établi des relations militaires étendues avec le Bangladesh et est devenue son principal fournisseur de matériel militaire. En 2002, elle a signé un accord de coopération en matière de défense avec le Bangladesh et l'a aidé à développer une rampe de lancement de missiles près du port de Chittagong. Les deux pays ont également signé un accord sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Lors de la visite du Premier ministre bangladais Sheikh Hasin en Chine en mars 2010, la Chine a accepté d'aider le Bangladesh à construire un port en eau profonde à Chittagong pour un montant de 8,7 milliards de dollars. Le port peut être utilisé pour accéder aux ports de Chittagong et de Cox's Bazar, ainsi que pour ravitailler les avions chinois. La Chine souhaite également utiliser le port comme passage vers sa province méridionale du Yunnan et, pour la même raison, fait pression pour la construction d'une liaison routière entre Chittagong et Kunming (dans le Yunnan). En outre,

la Chine ne cesse d'étendre sa coopération commerciale et économique avec le Sri Lanka, où elle a dépassé le Japon en tant que principal bailleur de fonds. La réduction progressive de l'aide et de l'engagement de l'Inde à la suite de la dégradation de la situation des droits de l'homme au Sri Lanka a laissé un vide que la Chine a rapidement mis à profit pour intensifier ses relations avec le Sri Lanka. La Chine a joué un rôle important dans la reconstruction et la remise sur pied des provinces du nord et de l'est en modernisant les installations et les infrastructures (routes, bâtiments et hôpitaux) dans les régions du pays déchirées par la guerre. Il coopère aussi activement avec elle dans le domaine de l'exploration pétrolière et des installations portuaires à Hambantota. Parmi les autres grands projets, citons la construction d'un deuxième aéroport international à Hambantota, d'une centrale électrique au charbon de 855 millions de dollars à Norochholai et d'une voie rapide de 248 millions de dollars reliant Colombo à Katunayake.³⁰

La Chine a également construit une relation politique stable avec le Népal, qui a toujours été prêt à compter sur la Chine pour contrebalancer l'influence indienne. L'Inde reste particulièrement sensible aux incursions chinoises au Népal en raison de sa position stratégique à la frontière nord avec la Chine. Les investissements chinois dans le développement des infrastructures du royaume himalayen sont considérables. Il travaille actuellement à la construction d'une ligne de chemin de fer reliant Lhassa, la capitale du Tibet, à la ville népalaise de Khasa, à la frontière sino-népalaise. La Chine a également élargi la généreuse assistance financière du Népal et son aide annuelle a augmenté de 50 %. Les liens croissants de la Chine avec le Myanmar, qui ne fait techniquement pas partie de l'Asie du Sud mais se trouve sur l'aile orientale sensible de l'Inde et partage des frontières avec la Chine, sont également un sujet de profonde préoccupation pour l'Inde. Ces dernières années, la Chine a établi des liens militaires étendus avec d'importantes ventes d'armes et le développement d'infrastructures au Myanmar. La Chine reste le principal bailleur de fonds du Myanmar en matière d'équipement de défense et d'assistance technique. La Chine a également contribué à la construction de bases maritimes, de routes, de voies navigables et d'oléoducs et de gazoducs reliant le Yunnan, sa province la plus méridionale, au Myanmar. La Chine contribue également à la mise en place et au développement de systèmes de radar et de communication, ainsi que d'installations de ravitaillement dans les ports de Hainggyi, Coco, Sittwe, Zadetkyi Kyun, Myeik et Kyaukphyu. En août 2010, deux navires de guerre chinois ont visité le port de Thilawa au Myanmar dans le but de renforcer les échanges militaires et navals entre les deux pays.

³⁰ Singh, A. : *Hard Realities: India, Pakistan, China in an Emerging New World (Réalités difficiles : L'Inde, le Pakistan et la Chine dans un nouveau monde émergent)*. Lancer Publishers LLC, New York City, 2019.

L'expansion de la présence militaire et économique de la Chine dans son voisinage immédiat est étroitement liée à son aspiration constante à disposer des ressources énergétiques de la région. La Chine et l'Inde sont actuellement parmi les plus grands consommateurs d'énergie au monde et, à mesure que leurs besoins augmentent, elles doivent rivaliser pour le contrôle et l'accès aux marchés et aux ressources. L'Inde reste préoccupée par le fait que la Chine ait réussi à obtenir des droits d'exploration pour l'exploitation de gisements de gaz au Bangladesh, qui a précédemment rejeté la proposition de l'Inde d'établir un gazoduc trinational entre l'Inde, le Bangladesh et le Myanmar. La Chine explore et fabrique également des gazoducs reliant les plates-formes côtières du Myanmar à Kunming en Chine. Pas moins de 2 806 km de gazoducs d'une capacité d'1 milliard de mètres cubes par an vers Kunming étaient prêts en 2013.³¹ L'Inde, qui sera confrontée à une énorme crise énergétique dans les années à venir, n'a pas encore obtenu l'accès au gaz naturel du Bangladesh ou du Myanmar.

C'est pourquoi l'Inde, parfaitement consciente que l'intrusion de la Chine dans son voisinage immédiat porte atteinte à son assise, a cherché à améliorer ses relations avec ses voisins et a pris des mesures multilatérales, et même unilatérales, pour renforcer ses liens économiques et politiques avec ces pays. L'Inde, qui s'est appuyée sur le gouvernement pro-indien du Bangladesh pendant de nombreuses années, a pris des mesures importantes pour s'engager avec le gouvernement bangladais sur de nombreuses questions. Notamment en ce qui concerne le commerce bilatéral, l'assistance financière et la coopération en matière de terrorisme. L'Inde a récemment accordé au

Bangladesh une ligne de crédit de 1 milliard de dollars. Les deux pays développent également des liens de transport terrestre et maritime, y compris l'utilisation des ports maritimes de Mongla et de Chittagong et la construction de la ligne de chemin de fer Akhuara-Agartala. Comme dans le cas du Népal, l'Inde a accédé à la demande de longue date du Népal concernant la révision du traité de paix et d'amitié indo-népalais de 1950, que le Népal considérait comme une menace pour son autonomie en matière d'affaires étrangères et de défense. Elle a également cherché à compenser les investissements croissants de la Chine dans les infrastructures népalaises en fournissant 361 millions de dollars pour développer les liaisons de transport dans la région du Terai.

Ces dernières années, la politique indienne au Myanmar a également connu un changement visible par rapport à la junte militaire. Après avoir réalisé que sa prise de distance délibérée

³¹ Dittmer, L. : *South Asia's Nuclear Security Dilemma: India, Pakistan, and China (Le dilemme de la sécurité nucléaire en Asie du Sud : Inde, Pakistan et Chine)*. Routledge, Londres, 2015.

avec le gouvernement militaire avait aidé la Chine à consolider sa présence dans le pays aux dépens de l'Inde, cette dernière s'est efforcée ces dernières années d'améliorer ses relations avec le Myanmar. Elle a pris plusieurs mesures en faveur du Myanmar, car ce territoire reste important pour les intérêts stratégiques de l'Inde à ses frontières terrestres ainsi que pour sa sécurité maritime dans l'océan Indien. Les intérêts de l'Inde au Myanmar sont répartis dans un large éventail de secteurs, notamment les télécommunications, l'énergie, l'agriculture, l'industrie, les technologies de l'information et l'éducation. Conformément à ces priorités, l'Inde a joué un rôle plus actif dans le versement de l'aide et la construction d'infrastructures. Par exemple, elle a accordé un prêt de 20 millions de dollars pour rénover la raffinerie de Thanlyan et développer le port de Sittwe, et collabore avec le Myanmar pour explorer des projets pétroliers et gaziers. Elle contribue également à la construction d'un corridor de transport reliant le port au Mizoram via la rivière Kaladan. La visite du haut représentant du Myanmar, le général Than Shwe, à New Delhi en juillet 2010 a donné un nouvel élan à l'amélioration des relations entre les deux pays.³² Bien que l'Inde accorde la plus haute priorité à sa « diplomatie de voisinage » afin de maintenir sa position de leader en Asie du Sud, il ne fait aucun doute que l'influence croissante de la Chine sur son propre terrain sert à accroître les intérêts stratégiques et économiques à long terme de l'Inde chez son gigantesque voisin. Fait plus important encore, si la Chine continue à faire pression sur l'Inde, il y a peu de chances que les tensions dans la région indienne à base de concurrence subtile entre les deux puissances s'apaisent dans un avenir proche.

1.1. La philosophie du rêve chinois et son impact sur la région

Pour surmonter son dilemme stratégique, la Chine a réagi de manière proactive en rassemblant ses forces économiques afin d'éviter les contraintes géopolitiques et géostratégiques auxquelles elle est susceptible d'être confrontée dans un avenir proche. Cependant, la Chine a répondu à ces contraintes possibles en adoptant la philosophie du « rêve chinois » sous la direction du président Xi Jinping. Ce rêve chinois a été précisé sous la forme de l'initiative « Une ceinture, une route » (OBOR pour *One Belt, One Road*), ou plutôt de la route de la soie maritime du XXI^e siècle (MSR pour *Maritime Silk Road*), qui se compose de six corridors terrestres et de diverses voies maritimes (SLOC pour *Sea Lanes of Communication*). Cette initiative majeure implique des efforts massifs pour créer des réseaux économiques et d'infrastructures à

³² Clemens, A. : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.

travers les routes commerciales qui se trouvent dans les pays de la Route de la Soie. L'initiative bénéficie à 60 pays en améliorant la connectivité dans les régions de l'Asie-Pacifique, de l'Europe et de l'Afrique. Pour atteindre cet objectif, la Chine consacre 1,4 milliard de dollars au financement d'un grand nombre de projets d'infrastructure. Elle s'engage également à prêter 50 milliards de dollars à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII). Pour financer des projets similaires en Asie centrale, la Chine a débloqué 40 milliards de dollars supplémentaires pour des objectifs de développement des infrastructures. De même, pour garantir un accès plus court à l'océan Indien, la Chine finance des projets d'une valeur de 54 milliards de dollars.³³ Cet effort important devrait permettre à la Chine de surmonter le dilemme du détroit de Malacca. Pour assurer l'accès aux routes maritimes, le pays construit un réseau de ports allant du sud de la Chine à l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud (Sri Lanka et Pakistan) et l'Afrique.

L'acceptation du Pakistan et de l'Inde en tant que membres à part entière de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est une autre variable importante qui mérite notre attention. À cette fin, il est également important de tenir compte du fait que la charte de l'OCS, dans son article 2, engage et encourage ses membres à s'abstenir de tout conflit militaire actif, y compris le recours à la force contre d'autres États. Le Forum multilatéral s'étant ouvert aux deux pays les plus importants d'Asie du Sud, les autres États membres, ainsi que l'Inde et le Pakistan, ont également la responsabilité délicate de maintenir la crédibilité et la réputation de l'organisation multilatérale elle-même. Étant donné que les deux nouveaux membres ont un passé de conflits militaires et de doctrines de dissuasion, il faudra noter le rôle et le comportement des autres États membres dans l'orientation du comportement mutuel de l'Inde et du Pakistan afin qu'ils ne s'engagent pas dans des conflits militaires violents. Le rôle de l'OCS en tant qu'organisation multilatérale est également crucial dans le contexte d'une perspective néolibérale, qui met l'accent sur la coopération entre les États membres et le renoncement aux profits relatifs en faveur des profits absolus. Il en va de même pour la coopération croissante entre le Pakistan et la Chine dans le cadre du CPEC, ainsi que pour l'engagement économique et commercial de la Chine vis-à-vis de l'Inde.

D'autre part, dans le néoréalisme, la structure anarchique offre aux États la possibilité de recourir à des mesures d'auto-assistance fiables ou d'examiner conjointement la coopération en matière de sécurité afin de maximiser leur sécurité et leur puissance. Les préoccupations

³³ **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020.

autour du corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) concernant la sécurité mutuelle de la Chine et du Pakistan dans un système géopolitique anarchique imposent aux deux pays de travailler ensemble en tant qu'alliés dans les domaines de l'économie et de la sécurité afin de contribuer à la stabilité stratégique de l'Asie du Sud.

4. Sécurité maritime de l'Inde : de nouveaux défis

L'Inde, en tant que grande puissance péninsulaire entourée de trois côtés par la mer, a également un intérêt vital dans la sécurité maritime de l'océan Indien, qu'elle considère comme crucial pour sa sécurité et son commerce. L'Inde a clairement intérêt non seulement à jouer un rôle actif dans la région en tant que puissance navale de premier plan, mais aussi à protéger ses intérêts stratégiques et économiques en protégeant l'océan Indien de toute domination potentiellement hostile d'autres puissances. Au fil des ans, l'Inde a étendu son influence maritime et s'est préparée à jouer un rôle clé dans la région en modernisant ses capacités navales et en organisant des exercices navals avec d'autres puissances de la région. Avec ses ambitions de jouer un rôle de premier plan dans la région, l'Inde constate de plus en plus que ses intérêts se recoupent avec ceux de la Chine. Elle est particulièrement préoccupée par la recherche par la Chine de ports et d'installations militaires en divers endroits, de la mer de Chine méridionale à l'océan Indien et au golfe Arabo-Persique, afin de renforcer son statut géopolitique et maritime. La Chine affirme que sa stratégie du « collier de perles » vise à protéger les lignes de communication maritimes afin de garantir l'approvisionnement en énergie indispensable.³⁴ Cependant, l'Inde considère que cette stratégie permet non seulement de renforcer considérablement les capacités maritimes de la Chine dans une région où l'Inde a des intérêts stratégiques, géopolitiques, économiques et énergétiques vitaux, mais aussi d'encercler l'Inde au-delà de ses frontières maritimes.

La recherche par la Chine de bases et d'installations maritimes au Bangladesh, au Myanmar, au Sri Lanka, aux Maldives et au Pakistan a encerclé l'Inde de pratiquement toute part, avec des conséquences à long terme pour sa sécurité maritime. L'Inde, à son tour, a cherché à soutenir ses projections maritimes en organisant régulièrement des exercices maritimes avec les États-Unis, le Japon, l'Australie et Singapour près des îles Andaman, des îles Cocos et du détroit stratégique de Malacca. La Chine a ouvertement critiqué ces exercices qu'elle considère comme une tentative de limiter son influence dans une région où elle a des préoccupations importantes en matière de sécurité avec Taïwan, les États-Unis et le Japon. Les relations stratégiques

³⁴ **Carroll, Z.** : *Pakistan-China: Strategic Encirclement of India's Core Interests (Pakistan-Chine : Marousi, 2018.*

croissantes de l'Inde avec le Japon et les États-Unis inquiètent particulièrement la Chine, qui considère ces deux pays comme ses principaux rivaux dans la région. L'Inde ne cesse d'établir de solides relations économiques et de défense avec le Japon. L'accord de partenariat stratégique et global entre le Japon et l'Inde de 2006 a encore renforcé les liens et créé un nouveau cadre pour une coopération plus étroite entre les deux pays à l'avenir. Bien que l'Inde ne traduise pas ses liens avec le Japon en une construction anti-chinoise, elle reste pleinement consciente du fait que le Japon, en tant que rival historique de la Chine, a tout intérêt à ce que l'équilibre régional des pouvoirs ne favorise pas la Chine au détriment du Japon. Comme plusieurs l'ont noté, l'évolution de l'Inde vers un « axe de la démocratie » quadrilatéral avec l'Amérique, l'Australie et le Japon, bien qu'elle ne soit pas formulée ouvertement contre la Chine, comporte son propre élément de détention chinoise. Bien que cette stratégie se soit quelque peu atténuée depuis que l'Australie a annoncé publiquement qu'elle n'avait pas l'intention de participer à un exercice anti-chinois, la Chine se méfie toujours de la participation active de l'Inde dans une région qu'elle considère traditionnellement comme sa sphère d'influence.

4.1. L'implication de l'Inde en Asie du Sud-Est : une dynamique concurrentielle

L'Inde est également activement engagée en Asie du Sud-Est, une région stratégiquement importante pour les intérêts maritimes et économiques de l'Inde. Pendant la guerre froide, l'Inde a décidé de rester neutre et a quelque peu délaissé les interactions au sein de sa région, négligeant par là la construction de ses relations et le renforcement de ses intérêts. La fin de la guerre froide et l'évolution de la dynamique géopolitique régionale ont conduit l'Inde à prendre plusieurs mesures en vue d'une coopération plus constructive avec les pays de l'ANASE (ASEAN en anglais).³⁵ La politique de l'Inde à l'égard de l'Est (*Look East Policy*, ou LEP) a signalé le désir de l'Inde d'encourager la revitalisation de son interaction économique et politique avec la région de l'ANASE. Compte tenu de l'évolution rapide des capacités technologiques et économiques de l'Inde, les pays de l'ANASE ont jugé utile de collaborer avec l'Inde pour récolter les fruits de vastes interconnexions économiques et technologiques. Au fil des ans, l'Inde a noué des liens économiques solides avec la plupart des pays de l'ANASE. Singapour, la Malaisie et la Thaïlande se sont déjà révélés être d'importants partenaires commerciaux et d'investissement pour l'Inde.

³⁵ Clemens, A. : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.

L'Inde ne cesse d'étendre sa présence stratégique dans la région. En 1995, elle est devenue un partenaire du dialogue de l'ANASE, en 1996 un membre du Forum régional de l'ANASE (ARF pour *ASEAN Regional Forum*) et en 2003 et 2009 un signataire de l'accord d'amitié et de coopération de l'ANASE et de l'accord de libre-échange (ALE) avec l'ANASE. Au fil des ans, l'Inde a établi de solides relations maritimes et de défense avec la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et le Viêt Nam. Elle entretient une relation stratégique importante avec Singapour, avec qui elle a signé l'accord de coopération en matière de défense en 1993 et, un an plus tard, le dialogue Inde-Singapour a été inauguré. L'Inde a également signé un accord de défense avec l'Indonésie en 2007. En 2000, l'Inde a signé un pacte de défense avec le Vietnam et organise des exercices navals conjoints dans le cadre d'un nouveau partenariat stratégique.³⁶ L'Inde aide également le Viêt Nam à accroître considérablement sa puissance navale et aérienne. Elle promeut une base navale dans la baie de Cam Ranh qui améliorerait considérablement ses capacités maritimes dans la région stratégique.

L'Asie du Sud-Est se situe au carrefour de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est, que l'Inde et la Chine considèrent traditionnellement comme leurs sphères d'influence respectives. La Chine est un acteur très impliqué de la région de l'ANASE pour des raisons historiques, compte tenu de l'existence de la grande diaspora chinoise, des liens commerciaux et d'investissement et de la protection de ses intérêts maritimes. La plupart des pays d'Asie du Sud-Est la considèrent également avec un certain degré d'inquiétude quant à ses revendications territoriales sur les îles contestées de la mer de Chine méridionale. L'Inde, en revanche, a l'avantage de ne pas être embarrassée par de mauvais souvenirs historiques ou de mauvaises expériences en matière de différends bilatéraux dans la région. Au cours de la dernière décennie, l'Inde s'est progressivement imposée comme un acteur clé en Asie du Sud-Est, de nombreuses personnes dans la région la percevant comme un contrepoids à la Chine. Il ne fait aucun doute que les pays de l'ANASE auront intérêt à maintenir un équilibre géopolitique entre l'Inde et la Chine afin de maximiser leur puissance économique et leur sécurité. Cela pourrait conduire à une concurrence pacifique entre la Chine et l'Inde pour étendre leur influence géopolitique et leurs capacités maritimes dans la région.

³⁶ **Dittmer, L.** : *South Asia's Nuclear Security Dilemma: India, Pakistan, and China (Le dilemme de la sécurité nucléaire en Asie du Sud : Inde, Pakistan et Chine)*. Routledge, Londres, 2015

4.2. Principaux obstacles à l'amélioration des relations sino-indiennes

En raison de la perception relativement négative de la Chine, il est difficile pour les entreprises chinoises de pénétrer le marché indien. La bureaucratie indienne reste le principal obstacle aux affaires en Inde. Le nouveau gouvernement doit en priorité faciliter les affaires des entreprises chinoises et réduire l'interférence de plusieurs structures gouvernementales dans l'approbation de leurs projets. L'obtention de visas a toujours été un cauchemar pour elles. C'est l'industrie du tourisme qui bénéficierait le plus de la libéralisation des visas. Des millions de pèlerins bouddhistes chinois considèrent l'Inde comme le lieu de naissance du Bouddha Shakyamuni et aimeraient se rendre au moins une fois dans leur vie sur cette terre sainte. Mais en raison de l'insuffisance des infrastructures dans le secteur bouddhiste, ils n'ont pas réussi à les attirer. Pour le gouvernement, il pourrait s'agir d'un secteur prioritaire pour créer des millions d'emplois dans les régions les plus pauvres du Bihar et de l'Uttar Pradesh.

Malgré la méfiance mutuelle qui règne entre elles, les entreprises chinoises et indiennes réalisent d'importants investissements transfrontaliers. Plus de quarante entreprises publiques chinoises ont ouvert des bureaux en Inde et prévoient de répondre à des appels d'offres pour de grands projets d'infrastructure. L'Inde est déjà une cible majeure pour les fournisseurs chinois d'équipements de construction et d'appareils électriques. Selon des sources de l'ambassade indienne à Pékin, en 2013, des projets d'une valeur de plus de 70 milliards d'euros ont été mis en œuvre en Inde, auxquels ces entreprises chinoises ont participé. Dans la plupart des projets indiens, les Indiens sont devenus, intentionnellement ou non, dépendants des fournisseurs chinois. Si vous interrogez les dirigeants et les entreprises indiennes, ils sont assez honnêtes sur le fait que seuls les producteurs chinois peuvent livrer une quantité spécifique à un prix accessible aux acheteurs indiens dans un temps limité.³⁷

Lorsqu'elles investissent en Inde, les espoirs de nombreuses entreprises chinoises se voient la plupart du temps douchés : elles qui voyaient dans le géant d'Asie du Sud une source de croissance prometteuse se heurtent souvent à la bureaucratie et à la méfiance alimentées par la rivalité entre les deux nations. L'Inde et la Chine sont idéalement placées pour coopérer économiquement sur le long terme, mais en raison du poids des différends passés et des questions frontalières non résolues, cette relation est

³⁷ **Pal, D.** : *China's Influence in South Asia. Vulnerabilities and Resilience in Four Countries* (*L'influence de la Chine en Asie du Sud. Vulnérabilités et résilience dans quatre pays*). Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

dysfonctionnelle. Les deux géants économiques ont un grand potentiel pour commercer l'un avec l'autre et apporter une prospérité mutuelle et une meilleure qualité de vie à leurs classes moyennes, mais en raison de certains intérêts personnels et de mauvais calculs économiques, les barrières commerciales n'ont pas encore été supprimées. Au contraire, le commerce bilatéral est en déclin et les différends liés au commerce se multiplient à un rythme alarmant. La Chine et l'Inde se sont engagées à plusieurs reprises à attirer les investissements sur diverses plateformes (telles que les BRICS), mais la réalité des investissements mutuels et des affaires dans les deux pays est très négative. L'une des principales attractions pour les Indiens sera la demande croissante de technologie pour les entreprises technologiques chinoises.

Selon les estimations de l'industrie, la Chine a besoin de milliers d'ingénieurs indiens pour travailler dans ses jeunes entreprises technologiques. La Chine est parfaitement consciente de la réalité de la « fuite des cerveaux » affectant l'Inde, notamment dans des domaines de pointe. Le pays est considéré comme un modèle de réussite à imiter en Chine. Les autorités municipales de Shanghai, Hangzhou, Chengdu et Dalian ont donc adopté des politiques spéciales pour attirer les entreprises et les techniciens indiens du secteur des technologies de l'information. La Chine est prête à s'inspirer de l'expérience de l'Inde dans ce secteur et souhaite une coopération importante avec Bangalore. La ville de Chengdu a signé un accord avec sa ville sœur Bangalore pour renforcer la coopération dans le secteur des technologies de l'information. La société indienne Infosys a investi plus de 100 millions de dollars dans la construction de centres de développement commercial dans le sud de la Chine. Parallèlement, le Chinois Huawei a construit un centre de recherche et de développement à Bangalore.

Il existe de nombreux autres investissements similaires. L'objectif du régime du Xinjiang est de restructurer l'économie chinoise en la faisant passer d'une économie industrielle à une économie de services. À cette fin, la Chine investit beaucoup d'argent dans le secteur de la haute technologie. L'ancien régime de Hu Jintao s'est fixé pour objectif de devenir une nation innovante d'ici 2020. L'Inde a également atteint un stade propice à la récolte des fruits de sa démographie exponentielle. L'Inde possède le plus grand nombre de techniciens et de cadres, et s'ils sont prêts à s'adapter à l'environnement chinois, il s'agit d'une excellente opportunité d'emploi pour eux. Le taux de croissance de la population chinoise continuera à baisser à l'avenir et la population de la Chine diminuera. Sa main-d'œuvre est également en déclin et la Chine perdra son avantage concurrentiel dans ce domaine. La population vieillira et sera moins productive. La Chine a reconnu ce défi et a déjà assoupli la politique de l'enfant unique dans certaines villes du pays.

La jeune génération indienne peut profiter de l'opportunité chinoise et même apprendre un peu de mandarin pour faciliter les négociations avec les entreprises chinoises et leurs cultures de travail.

4.3. Risques sécuritaires en mer de Chine méridionale et dans l'océan Indien

Le dilemme nucléaire de l'Asie du Sud a atteint un stade inédit et imprévisible. L'évolution de la situation géopolitique a accru les risques sécuritaires entre l'Inde et le Pakistan, en concurrence dans le secteur de l'énergie nucléaire. L'Inde a vu dans une entente cordiale entre la Chine et le Pakistan un contournement stratégique de son pouvoir. Grâce à un accord avec le Pakistan, la Chine étend son influence impériale dans l'océan Indien et rogne des pans entiers du rêve indien de devenir une puissance clé dans la région de l'océan Indien. La présence chinoise dans le port de Gwadar et son influence croissante dans l'océan Indien ont ajouté une nouvelle dimension à la rivalité stratégique entre l'Inde et le Pakistan. Robert D. Kaplan rappelle qu'à mesure que la technologie rétrécit la géographie, le monde devient claustrophobe et plus anxieux.³⁹ La connectivité globale donne un nouvel élan aux guerres et les conflits situés dans une région géographique s'étendent facilement à d'autres régions. Selon lui, le monde est devenu une toile d'araignée : si l'on touche à un fil, c'est tout le réseau qui vibre. La récente décision historique de l'Inde d'abroger le statut d'autonomie du Cachemire en abrogeant l'article 370 semble être une réponse à l'évolution globale de l'environnement géopolitique de l'Asie du Sud.

L'océan Indien revêt une grande importance géopolitique pour les grandes puissances et « révèle les contours de la politique de puissance au XXI^e siècle ». La montée en puissance de la Chine a posé un sérieux problème de sécurité, non seulement pour l'hégémonie indienne dans l'océan Indien, mais aussi pour les États-Unis. Les Chinois ont ravivé les ambitions de la dynastie Ming dans l'océan Indien. Le contrôle de l'océan Indien aidera la Chine à devenir une puissance indo-pacifique. La Chine est en train de fonder un nouvel empire, mais les Chinois le nient encore. Ils construisent des ports et des bases navales dans l'océan Indien, au Myanmar, au Sri Lanka, au Bangladesh, au Pakistan et à Djibouti. Le port stratégique de Gwadar aidera la Chine

³⁸ **Gokhale, V.** : *The Road from Galwan: The Future of India-China Relations (La route de Galwan : L'avenir des relations entre l'Inde et la Chine)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

³⁹ **Kapur, A.** : *India and the South Asian Strategic Triangle (L'Inde et le triangle stratégique de l'Asie du Sud)*. Routledge, Londres, 2010.

à affirmer sa puissance dans l'ouest de l'océan Indien. Il s'agira d'un endroit crucial pour la Chine, qui commencera à devenir une puissance navale, étendant sa portée de l'océan Indien au golfe Persique et à la Méditerranée. Le port de Gwadar sera essentiel à l'empire chinois pour faire contrepoids aux puissances navales américaine et indienne. La Chine pourrait surveiller les activités maritimes à un point critique du détroit d'Ormuz. À long terme, cela fera de la Chine une puissance hégémonique dans le golfe Persique. Toutefois, selon les déclarations chinoises, Gwadar n'est en aucun cas un atout pour la Chine, que ce soit en termes de sécurité énergétique ou militaire. La Chine a un intérêt stratégique profond pour l'océan Indien occidental afin de mieux protéger ses intérêts maritimes. C'est pourquoi elle étend son influence militaire à l'ouest.

L'Inde se sent stratégiquement encerclée par la force navale chinoise. Le lien émergent entre le Pakistan et la Chine dans l'océan Indien et les exercices maritimes conjoints réguliers pourraient limiter l'influence de l'Inde dans la mer d'Oman à l'avenir. New Delhi a construit le port de Tchabahar en Iran, près des passages étroits du détroit d'Ormuz, afin de faire face à la Chine et au Pakistan sur la côte ouest. L'Inde cherche à relier l'Asie centrale et l'Afghanistan, riches en hydrocarbures, à l'océan Indien via le port de Tchabahar. À cette fin, elle a construit des corridors de transit en Iran et en Afghanistan. Les ports de Gwadar et de Tchabahar pourront un jour être reliés aux pays d'Asie centrale riches en pétrole et en gaz par rail et par pipeline. Depuis l'époque de l'Empire britannique, l'Inde a accordé une grande valeur stratégique aux routes maritimes des côtes occidentales. La présence de navires chinois dans le port de Gwadar affectera la dynamique énergétique de la mer d'Arabie et favorisera la concurrence sécuritaire entre l'Inde et la Chine. Le port de Gwadar constituera donc un défi pour l'influence maritime de l'Inde dans l'océan Indien. La Chine profite d'une rivalité très émotionnelle et volatile entre le Pakistan et l'Inde. Le Pakistan s'est opposé à ce que l'Inde soit considérée comme une superpuissance. La Chine utilise le Pakistan comme un outil stratégique contre l'Inde, son concurrent. La Chine considère l'Inde comme un rival stratégique et, depuis 1963, elle s'est fermement alliée au Pakistan pour affronter et contrôler cet ennemi commun. L'accord stratégique entre la Chine et le Pakistan incluait l'Inde d'un point de vue géopolitique. Grâce au Pakistan, la Chine peut mieux compenser « l'inclination de l'Inde à travailler avec la Russie » sur l'Afghanistan et l'Asie centrale.

Les relations stratégiques entre le Pakistan et la Chine et l'ambitieux projet CPEC ont également suscité des inquiétudes stratégiques de la part des États-Unis. Les États-Unis considèrent que le golfe Persique est stratégiquement important et qu'ils devront faire face à la Chine sur la côte ouest. Le détroit d'Ormuz a

déjà été le théâtre d'une escalade croissante entre les États-Unis et l'Iran, cette dernière ayant récemment perturbé les voies maritimes en attaquant des pétroliers. Le secrétaire américain à la défense, James Mattis, s'est opposé au CPEC parce qu'il traverse des territoires contestés. Il a averti que « dans certains domaines, nous devons faire face à la Chine d'un point de vue stratégique, lorsque nous pensons que la direction qu'elle prend n'est pas productive ».⁴⁰ Washington a exprimé de sérieuses inquiétudes dans le rapport du Pentagone sur le développement militaire de la Chine. Selon ce rapport, la Chine construit des bases militaires au Pakistan. Il est vrai que le Pakistan a acheté huit sous-marins à la Chine pour une valeur de 3 milliards de dollars. Les États-Unis considèrent le CPEC d'un point de vue stratégique et y voient un développement géopolitique problématique, car il aiderait le concurrent stratégique de la Chine à étendre son influence en Asie du Sud, en Asie centrale et dans l'océan Indien. C'est pourquoi le CPEC américain est étroitement surveillé pour des raisons géopolitiques. Selon Siegfried O. Wolf, « la BRI et le CPEC incarnent la vision chinoise de la création de réseaux économiques, politiques et culturels complets pour promouvoir des interconnexions multidimensionnelles entre les pays participants et reflètent l'influence des États-Unis et de l'Inde dans la région Asie-Pacifique ».⁴¹

Le Pakistan est entré dans une nouvelle guerre froide et a rejoint le camp chinois contre l'alliance stratégique entre les États-Unis et l'Inde. La manière dont le projet CPEC et le voyage à Gwadar affecteront les relations pakistano-américaines et son impact sur les conditions de sécurité en Asie du Sud peut être mieux compris en examinant d'un œil critique la guerre froide sino-américaine en cours. Les États-Unis sont déterminés à limiter la puissance croissante de la Chine pour l'empêcher de devenir un hégémon régional. Washington et Pékin sont engagés dans une compétition intense en matière de sécurité qui a débouché sur une nouvelle guerre froide. La rivalité globale avec la Chine devient un principe organisationnel de la politique économique, étrangère et de sécurité américaine. Les États-Unis traitent la Chine de la même manière que l'URSS pendant la guerre froide. La Chine est déterminée à se débarrasser de la présence américaine dans le Pacifique occidental pour devenir une véritable puissance hégémonique dans les mers de Chine méridionale et orientale. La modernisation militaire de la Chine est devenue un grave problème de sécurité pour les États-Unis et l'Inde. Les planeurs hypersoniques, les avions furtifs, les sous-marins et les missiles antinavires chinois représentent un énorme défi pour la marine américaine dans le Pacifique occidental. La Chine n'a pas besoin d'une marine gigantesque pour faire face à

⁴⁰ **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020.

⁴¹ **Mohan, C. R.** : *Samudra Manthan: Sino-Indian Rivalry in the Indo-Pacific (Samudra Manthan: La rivalité sino-indienne dans l'Indo-Pacifique)*. Brookings Institution Press, Washington, D.C., 2012, s. 92.

l'hégémonie américaine, mais elle « construit un type très différent » de « marine antinavire » conçue pour empêcher les forces aériennes et navales américaines de pénétrer dans le Pacifique occidental. La Chine cherche à contrôler totalement la mer de Chine méridionale afin d'obtenir un meilleur contrôle stratégique de l'océan Indien, car la mer de Chine méridionale est reliée à l'océan Indien par les détroits de Malacca, de la Sonde et de Lombok. Les États-Unis considèrent certainement la présence de la Chine sur la côte ouest de l'océan Indien comme une menace pour leur puissance navale dans l'océan Indien.

L'océan Indien constituera à terme une menace pour la sécurité des États-Unis dans le Pacifique occidental. Compte tenu de sa grande importance géopolitique, la Chine s'intéresse depuis longtemps au port de Gwadar et souhaite y construire une « forteresse pour le commerce et les opérations militaires chinoises ». ⁴² Par l'intermédiaire de Gwadar, la Chine surveillerait les activités maritimes le long du détroit d'Ormuz, ce qui pourrait créer des conflits sécuritaires compte tenu de la présence de l'US Navy dans la région. Comme les États-Unis, l'Inde considère la présence croissante de la Chine sur la côte ouest de l'océan Indien comme une menace pour la sécurité de ses intérêts géostratégiques. Selon les penseurs stratégiques indiens, le Pakistan est déterminé à fournir à la Chine des bases militaires le long de la côte de l'océan Indien. Les bases navales stratégiques rempliront un certain nombre de fonctions, allant de l'accueil de la marine de l'APL au suivi des satellites chinois. Cette situation menace encore davantage la doctrine Monroe de l'Inde. Se sentant encerclée, l'Inde s'efforce d'accroître son influence dans l'océan Indien. Elle est notamment très attentive à tout ce qui s'y passe. Pour faire face à la présence croissante de la Chine dans l'océan Indien, New Delhi a promis de construire 200 navires de guerre et sous-marins à propulsion nucléaire d'ici à 2027. Les navires de guerre indiens se sont déployés en mer de Chine méridionale et les navires de guerre chinois ont manœuvré dans l'océan Indien.

Il existe désormais une nouvelle géographie stratégique de la rivalité entre la Chine et l'Inde. L'Inde s'est bruyamment opposée au projet CPEC, affirmant qu'il traversait des territoires contestés. Elle considère le CPEC comme une violation de sa souveraineté nationale. Par corollaire, le pouvoir indien envisage la question du CPEC sous l'angle de la stratégie militaire. En effet, la Chine et l'Inde ont des différends frontaliers et se sont livrés une brève guerre en 1962. Les territoires contestés dans la région himalayenne de l'Aksai Chin et du Ladakh sont toujours une source de litige entre les deux grandes puissances. Elles ont hérité des frontières contestées du grand jeu des puissances impériales

⁴² Wolf, Ch. : *Puzzles, Paradoxes, Controversies, and the Global Economy (Puzzles, paradoxes, controverses et l'économie mondiale)*. Hoover Press, Washington, D.C., 2015, s. 85.

russe et britannique. L'Inde pense que le CPEC renforcera le contrôle de la Chine sur les régions contestées. Quant à l'Inde, elle considère que la progression chinoise dans l'océan Indien aidera également cette dernière à avancer ses pions dans l'Himalaya. Le CPEC va donc accroître la rivalité stratégique entre l'Inde et la Chine dans un avenir proche. La concurrence stratégique autour de l'océan Indien et les zones d'intérêt maritime qui se chevauchent viennent s'ajouter aux différends frontaliers qui subsistent dans le nord de l'Himalaya.

5. L'accord sino-pakistanaï : Préoccupations stratégiques

L'alliance sino-pakistanaïse, fermement ancrée dans la construction anti-indienne, a été l'un des facteurs les plus complexes dans les questions de sécurité régionale de l'Inde. L'amitié entre la Chine et le Pakistan a perduré, principalement parce qu'il s'est avéré très rare que les deux pays poursuivent leur objectif commun de garder l'Inde sous contrôle. La Chine a clairement intérêt à faire du Pakistan un pendant efficace de l'Inde, en sapant le rôle plus large de cette dernière dans la région et en frustrant ses ambitions mondiales. D'autre part, la coopération étroite avec la Chine en matière de défense a non seulement renforcé les capacités militaires et nucléaires du Pakistan en proportion de sa puissance, mais lui a également permis de tenir tête à l'Inde et de la maintenir bloquée dans la région sous-continentale. Pékin reste le principal bailleur de fonds d'Islamabad en termes de défense et de ventes de technologies. Entre 1978 et 2008, des équipements d'une valeur de 7 milliards de dollars ont été vendus au Pakistan, notamment des missiles balistiques, des armes légères et des systèmes d'armes de combat conventionnels. Pékin a récemment approuvé la vente de 36 avions de combat sophistiqués J-10 et de deux frégates F22P au Pakistan. Au fil des ans, elle a également aidé le Pakistan à produire des avions de combat polyvalents JF-17 Thunder, des avions d'entraînement perfectionnés tels que le K-8 Karakorum, des chars Al Khalid, des missiles Babur et des SDCA (système de détection et de commandement aéroporté, AWACS).⁴³ En outre, l'impact potentiel de la coopération nucléaire sino-pakistanaïse sur ses intérêts stratégiques à long terme est une préoccupation majeure pour l'Inde. L'aide apparemment importante apportée par la Chine au programme nucléaire pakistanaïse a joué un rôle crucial dans l'émergence de ce pays en tant que puissance nucléaire en 1998. Il est de notoriété commune que la Chine a commencé à fournir une aide nucléaire au Pakistan au début des années 1980, après l'invasion soviétique de l'Afghanistan.

⁴³ **Safdar, M. T.** : *The Local Roots of Chinese Engagement in Pakistan* (Les racines locales de l'engagement chinois au Pakistan). Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

Par la suite, la Chine a apporté une aide importante au développement du programme de missiles balistiques pakistanais, notamment les missiles balistiques à courte et moyenne portée Shaheen 1 et Shaheen 2 et Ghauri 1 et Ghauri 2. Bien qu'elle ait signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) en 1992 et en 1996, la Chine aurait continué à fournir une assistance nucléaire et une technologie de missiles au Pakistan, même si elle menaçait de ne pas respecter ses obligations contractuelles. Par exemple, en 1994, la Chine aurait vendu au Pakistan des aimants en forme d'anneaux non protégés, utilisés dans des centrifugeuses à gaz pour l'enrichissement de l'uranium. La bombe nucléaire pakistanaise serait donc basée sur des plans chinois. La Chine a également joué un rôle important en aidant le Pakistan à mettre en place les centrales nucléaires civiles de Chashma I et Chashma II. La Chine a récemment annoncé la vente de deux réacteurs nucléaires au Pakistan, tout en rassurant l'Inde sur le fait que sa coopération nucléaire civile avec le Pakistan serait conforme à ses engagements internationaux.

Le Pakistan poursuivant un programme secret d'armement nucléaire, l'Inde s'inquiète du détournement de la technologie des armes nucléaires civiles à des fins militaires. La mention par l'Inde de la Chine comme principale menace et de son soutien nucléaire au Pakistan comme facteur majeur justifiant ses essais en 1998 a clairement souligné les graves préoccupations de l'Inde quant à la coopération nucléaire entre la Chine et le Pakistan. Dans une lettre adressée en 1998 au président américain Bill Clinton, le premier ministre indien A.B. Vajpayee a justifié les essais de l'Inde en déclarant que la Chine était un « État ouvert doté d'armes nucléaires à notre frontière, un État qui a commis une agression armée contre l'Inde en 1962. Bien que nos relations avec ce pays se soient améliorées au cours de la dernière décennie, le climat de méfiance persiste principalement en raison du problème frontalier non résolu. »⁴⁴ Il a également souligné l'aide matérielle que l'État a apportée à « l'autre voisin » de l'Inde pour qu'il devienne un État doté d'armes nucléaires secrètes.

Dans certaines régions, les attentes selon lesquelles le léger changement de position de la Chine au Cachemire – maintien de la neutralité dans la guerre de Kargil – conduirait à une approche plus équilibrée à l'égard du Pakistan ont également été largement contestées. Selon certains scientifiques, l'attitude modérée de la Chine à l'égard du Cachemire reflétait ses craintes d'une éventuelle violence djihadiste dans ses propres territoires du Xinjiang. Les tensions ethniques restent une source de frustration pour la Chine, mais le Pakistan a pris plusieurs mesures – soutien

⁴⁴ **Mohan, C. R.** : *Samudra Manthan: Sino-Indian Rivalry in the Indo-Pacific (Samudra Manthan: La rivalité sino-indienne dans l'Indo-Pacifique)*. Brookings Institution Press, Washington, D.C., 2012, page 84.

militaire et en matière de renseignement et exercices conjoints de lutte contre le terrorisme – pour apaiser les inquiétudes de la Chine à cet égard, afin d'éviter toute dégradation de ses relations futures. Il est clair qu'à moins que le Pakistan ne succombe à un chaos encore plus grand et qu'Islamabad ne parvienne pas du tout à contrôler les conséquences néfastes pour Pékin de l'afflux croissant de terroristes islamiques militants, les relations sino-pakistanaïses ne risquent pas de sombrer. Ainsi donc, un changement majeur dans les calculs de la Chine, qui privilégie le Pakistan comme contrepoids utile à la puissance croissante de l'Inde, n'est manifestement pas prévu dans un avenir proche. Comme le souligne l'analyste, « le Pakistan est le seul pays qui s'oppose à l'Inde, défendant ainsi l'hégémonie indienne sur la région et répondant aux objectifs clés de la politique chinoise en Asie du Sud ». Mais plus important encore, le Pakistan est un allié crédible qui empêchera l'Inde de devenir un centre de pouvoir indépendant en dehors de l'équilibre sous-continentale. D'autant plus que le partenariat stratégique indo-américain se développe et que la Chine y voit une lutte contre sa puissance et son influence croissantes dans la région. Étant donné que la Chine ne réduira pas son soutien au Pakistan dans un avenir proche, il est clair que l'Inde devra continuer à surveiller de près l'alliance sino-pakistanaïse parmi ses préoccupations de longue date en matière de sécurité régionale.

6. Inde, États-Unis et Chine : l'équilibre émergent des pôles d'influence

Alors que l'Inde continue de s'affirmer comme une puissance régionale clé, elle doit s'engager dans un environnement mondial en tant que centre de pouvoir autonome avec son propre agenda régional et ses propres priorités mondiales. Elle poursuivra également ses efforts pour trouver la place qui lui revient dans la communauté mondiale par le biais d'un dialogue stratégique et d'un partenariat avec d'autres centres de pouvoir, en particulier les États-Unis. Les États-Unis sont actuellement la seule puissance disposant des capacités économiques et militaires nécessaires pour intervenir dans un large éventail de questions touchant aux intérêts stratégiques nationaux de l'Inde. Conscients de la puissance économique et de l'influence régionale croissantes de l'Inde, les États-Unis se sont montrés plus disposés à traiter avec elle. En 2005, le président américain George W. Bush a identifié l'Inde comme un partenaire naturel et l'a publiquement assurée du soutien des États-Unis dans son ascension en tant que superpuissance. Un important accord nucléaire indo-américain a été signé en 2006, ouvrant un nouveau chapitre de confiance mutuelle et de bonne volonté entre les deux pays.

Outre la fourniture continue de combustible nucléaire pour moderniser ses installations civiles, l'Inde a été officieusement admise dans le club nucléaire sans avoir à signer officiellement le TNP (Traité de non-prolifération). Il est significatif que le Pakistan, allié de longue date, ait été exclu

d'un accord similaire, affirmant la montée de l'Inde en tant que centre de pouvoir indépendant en Asie du Sud après des années passées à supporter le fardeau inquiétant de la parité indo-pakistanaise. Le fait que la dynamique du partenariat stratégique entre l'Inde et les États-Unis soit irréversible, malgré les changements au sein de l'administration américaine, a été souligné par le président américain Barack Obama, qui a réaffirmé que « l'approfondissement de notre coopération avec les centres d'influence du 21^e siècle est essentiel – et cela inclut l'Inde. »⁴⁵

La coopération entre l'Inde et les États-Unis s'appuie également sur des liens solides en matière de défense et sur des relations économiques fortes, avec des échanges commerciaux entre l'Inde et les États-Unis qui sont passés de 26 807,80 millions de dollars en 2005-2006 à 36 509,17 millions de dollars en 2009-2010. Le dialogue stratégique entre les États-Unis et l'Inde, qui s'est tenu en juin 2010, a été le reflet des progrès réalisés par les deux pays sur des questions importantes en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme, de désarmement nucléaire, de commerce, de technologie, de sécurité énergétique, de science et technologie, et d'éducation. À l'heure actuelle, l'Inde n'occupe pas une place très importante dans le radar stratégique de la Chine. Cependant, cette dernière reste très consciente du défi potentiel que représente l'Inde. Cela confirme son opposition constante à la candidature de l'Inde au statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. La Chine s'est également opposée à la validation internationale, bien qu'informelle, de l'Inde en tant que puissance nucléaire depuis l'accord nucléaire entre l'Inde et les États-Unis. Elle est également mal à l'aise face à l'engagement stratégique stable de l'Inde avec les grandes puissances mondiales, en particulier les États-Unis, qui pourraient accroître leurs capacités de puissance et leur influence au-delà de leurs frontières, et qui sont les principaux rivaux de la Chine en Asie et au-delà.

Il n'est donc pas surprenant que la Chine ait tendance à percevoir l'intensification des relations indo-américaines avec une certaine inquiétude comme une menace potentielle pour sa position dans la région. Selon un scientifique chinois, « contrairement aux États-Unis, qui craignent la montée en puissance de la Chine et non celle de l'Inde, la Chine se préoccupe surtout de savoir comment empêcher les relations américano-indiennes de devenir une alliance formelle en Asie du Sud ».⁴⁶ La Chine hésite à faire des déclarations publiques contre l'amélioration des relations indo-américaines pour des raisons stratégiques qui lui sont propres, car elle ne voudrait pas risquer de contrarier les États-Unis, ce qui pourrait avoir un effet préjudiciable sur les relations sino-américaines. La Chine et les États-Unis ont déjà des préoccupations réciproques en matière de sécurité et des soupçons profondément ancrés. Les États-Unis sont clairement préoccupés par la modernisation rapide des capacités militaires de la Chine, par les violations des droits de l'homme et de la propriété intellectuelle et par les problèmes de balance commerciale. La Chine n'est pas satisfaite des ventes d'armes américaines à Taïwan, de la politisation des questions relatives aux droits de l'homme et des pressions exercées par les États-Unis

pour dévaluer le yuan. Néanmoins, les deux pays coopèrent sur plusieurs fronts. Dans le cadre de leurs discussions bilatérales, les deux pays coopèrent plus étroitement sur des questions mondiales telles que la traite des êtres humains et le trafic de drogue, le changement climatique, la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire. Il s'agit de problèmes que la Chine ou les États-Unis ne peuvent pas résoudre individuellement, car ils sont de nature mondiale et que toute solution nécessitera une action commune. De même, malgré les divergences sur les questions commerciales, les économies des deux pays sont très interdépendantes. La Chine détient 70 % des 2 milliards de dollars de réserves de change des États-Unis, dont 740 milliards de dollars d'obligations d'État, et les deux pays entretiennent des liens commerciaux étroits. Il leur est donc difficile de s'ignorer l'un l'autre. Il convient de rappeler que l'alliance sino-pakistanaise et américaine est un élément important de l'espace stratégique de l'Asie du Sud pour l'Inde.

La Chine et les États-Unis restent des acteurs extérieurs clés qui, individuellement et collectivement, ont joué un rôle important dans l'élaboration de la dynamique de sécurité de l'Inde en Asie du Sud par le passé. Il ne fait aucun doute que, tant que l'Inde se préoccupera principalement de la capacité de projection de la Chine au-delà de ses frontières et de son rôle d'intervention en Asie du Sud, il lui sera utile d'examiner toute relation qui lui donne une certaine influence et une marge de manœuvre diplomatique dans ses échanges avec un voisin puissant dont les intentions futures restent, au mieux, incertaines. Étant donné l'intérêt à long terme des États-Unis à freiner la montée en puissance de la Chine, il est essentiel qu'il y ait une convergence stratégique entre l'Inde et les États-Unis, qui ont un intérêt commun à contrôler la montée en puissance de la Chine dans la région. Néanmoins, il est important de garder à l'esprit que l'Inde est habituée à jouer un rôle géopolitique plus passif ; il ne fait donc aucun doute qu'elle cherchera à maintenir sa propre autonomie et créer une certaine distance à l'égard de la Chine. Il est peu probable que l'Inde renverse la vapeur au sujet de la recherche de normalisation avec la Chine, ou qu'elle se montre inextricablement liée à la stratégie globale des États-Unis. Selon des experts (Small, 2020, Chandra, 2016, Singh, 2019), « la meilleure assurance contre une puissance chinoise imposante [pour l'Inde] n'est pas de participer à une alliance anti-Chine en cours de développement, mais plutôt de devenir un centre de pouvoir fort et indépendant à la périphérie de la Chine ». Dans cette mesure, les relations indo-américaines peuvent rester une source d'irritation pour la Chine, mais elles ne modifieront pas de manière significative les efforts de l'Inde pour maintenir les relations sino-indiennes au même niveau.

⁴⁵ **Singh, A.** : *Hard Realities: India, Pakistan, China in an Emerging New World (Réalités difficiles : L'Inde, le Pakistan et la Chine dans un nouveau monde émergent)*. Lancer Publishers LLC, New York City, 2019, page 109.

⁴⁶ **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020, page 45.

7. Doctrines militaires et nucléaires du Pakistan et de l'Inde : implications pour la stabilité stratégique en Asie du Sud

Les études sur le CPEC se sont principalement concentrées sur l'examen de ses implications géoéconomiques, géopolitiques et géostratégiques régionales et extra-régionales. L'absence d'une doctrine nucléaire clairement définie et formulée permet au Pakistan de conserver un élément d'ambiguïté et de flexibilité pour renforcer la dissuasion face à l'Inde. En fournissant une réponse flexible, la position nucléaire officieuse du Pakistan réserve la possibilité d'employer une stratégie de première frappe, notamment en raison de son asymétrie militaire conventionnelle par rapport à l'Inde. Cependant, l'investissement de l'Inde dans son programme de défense antimissile balistique (DAMB) mérite d'être souligné. Le fait que l'armée indienne ne se fie pas suffisamment aux capacités de sa DAMB pourrait lui permettre de mettre en œuvre sa doctrine offensive-défensive du *Cold Start* (Départ à froid, CSD).⁴⁷ Une telle action militaire pourrait encore aggraver le mauvais calcul stratégique du Pakistan si les dirigeants militaires et politiques indiens imposaient des sanctions sur la première frappe par armes nucléaires (sous le prétexte d'une position flexible) au cours d'une crise qui s'aggrave. L'Inde pourrait justifier une action militaire offensive contre le Pakistan, en particulier si elle percevait un rapport de force plus en sa faveur à l'aune d'un changement dans l'équilibre stratégique en Asie du Sud. Dans le contexte de ces modèles évolutifs, qui peuvent mettre en péril l'équilibre actuel des pouvoirs entre les deux pays, l'une des dynamiques qui mérite une attention particulière est le CPEC et l'impact qu'il est susceptible d'avoir sur la stabilité stratégique de l'Asie du Sud.

7.1. La rivalité entre l'Inde et le Pakistan à l'ère nucléaire

Le CPEC a renforcé la concurrence en matière de sécurité en Asie du Sud et ses conséquences ultimes seront profondément ressenties dans les relations entre l'Inde et le Pakistan, qui sont déjà largement détériorées. La guerre froide a pris un dangereux tournant en Asie du Sud, car elle s'est déroulée à l'ombre des armes nucléaires. Les deux pays sont passés à l'énergie nucléaire en mai 1998, mais les armes nucléaires n'ont pas réussi à les dissuader de mener des guerres limitées, un terrorisme transfrontalier et des guerres par procuration. L'attentat de Pulwama perpétré le 14 février 2019 dans la partie indienne du Cachemire contre un convoi militaire, qui a coûté la vie à 46 soldats, est le meilleur exemple de la fragilité de l'équilibre sécuritaire en Asie du Sud. L'Inde y a vu

⁴⁷ Small, A. : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020.

une atteinte à sa souveraineté dans la folie de l'hypernationalisme. New Delhi a accusé le Pakistan de ces actes terroristes sans fournir de preuves. En représailles, l'Inde a envoyé des chasseurs à réaction équipés de bombes de 1 000 livres au cœur du Pakistan pour mener des frappes ciblées. Les avions indiens semblent avoir pu progresser jusqu'à 100 km de la capitale Islamabad sans interception. Compte tenu de la longue histoire des raids transfrontaliers, du terrorisme transfrontalier et des différends frontaliers aigus entre les deux pays depuis 1947, le terrorisme transfrontalier devrait devenir un fait récurrent à l'avenir. Le régime nationaliste hindou considère le Pakistan comme « moins un adversaire stratégique, mais plus une menace pour la civilisation ».⁴⁸

La récente décision historique prise par le régime Modi pour abolir le statut d'autonomie du Cachemire semble être une réponse à l'évolution de l'environnement géopolitique de l'Asie du Sud. En fait, l'engagement profond de la Chine au Pakistan par le biais du CPEC a poussé l'Inde à prendre des risques géopolitiques. L'Inde a affirmé que le CPEC violait le statut d'autonomie des territoires contestés du Cachemire et du Gilgit-Baltistan. L'abolition du statut spécial du Cachemire accordé par l'Inde donnerait un nouvel élan aux représentants des militants au Cachemire. Les attaques terroristes menées par des acteurs non étatiques donneraient lieu à des raids transfrontaliers entre États dotés d'armes nucléaires. La deuxième ère nucléaire s'engage sur une voie dangereuse et deux facteurs la rendent instable : le nationalisme et le terrorisme. La décision nucléaire de la deuxième ère nucléaire sera influencée par les masses et leur passion. L'acte terroriste encouragera les États à réagir de manière excessive pour calmer les sentiments généraux. Dans la seconde ère nucléaire, il vaut mieux considérer les terroristes comme un catalyseur de l'escalade. Les penseurs stratégiques et les généraux militaires pakistanais en sont convaincus. L'Inde a mené une guerre hybride pour saboter le projet CPEC. Les soulèvements ethniques, les révoltes, que ce soit au Baloutchistan ou dans les anciennes zones tribales administrées fédéralement (FATA), sont mentionnés comme le résultat de la nouvelle guerre froide et de la détermination de l'Inde à provoquer une crise au Pakistan. Le CPEC pourrait se heurter à la résistance des militants des zones mal contrôlées et ignorées du Pakistan, telles que les FATA, le sud du Pendjab et le Baloutchistan. Les groupes terroristes et djihadistes pourraient exploiter les zones marginalisées mal gérées pour mener des guerres par procuration. Le CPEC ravivera le régionalisme et motivera les mouvements séparatistes au Pakistan. Pour la Chine, la réussite du projet CPEC et le rêve d'une connexion avec la mer d'Arabie dépendent de la paix au Pakistan en général et pas seulement au Baloutchistan.

⁴⁸ **Ranjan, A.** : *The China-Pakistan Economic Corridor: India's Options. (Le corridor économique Studies, N° 10, mai 2015, page 73.*

8. Le rôle du CPEC dans la stabilité face à la crise en Asie du Sud

La stabilité stratégique est censée exister lorsqu'il y a un équilibre des forces entre les deux adversaires et qu'elle est complétée par la dissuasion nucléaire, ce qui empêche l'adversaire de déclencher un conflit armé. La stabilité stratégique se compose de plusieurs éléments, notamment la stabilité de la dissuasion, la stabilité de la crise et la stabilité de la course aux armements. Décrivant d'autres composantes de la stabilité stratégique et de la stabilité de crise, Zafar

N. Jaspal affirme qu'« aucune des parties ne perçoit d'avantage dans l'escalade de la violence dans la crise ».⁴⁹ Il conviendra donc de chercher à comprendre pleinement l'impact de l'engagement actuel de la Chine et du Pakistan dans le CPEC sur la stabilité des crises en Asie du Sud.

Dans le cadre du CPEC, la Chine a investi 46 milliards de dollars dans divers secteurs au Pakistan, notamment les autoroutes et les chemins de fer, l'énergie, les télécommunications, les bourses, l'agriculture pour accéder à l'océan Indien et fournir des connexions à sa province orientale du Xinjiang. Les investissements cumulés ont récemment été évalués à hauteur de 55 milliards de dollars. Le développement est prévu sur 15 ans, avec de nombreux projets devant être réalisés en trois phases. L'infrastructure de transport terrestre est l'un des principaux domaines d'intérêt, qui comprend le développement d'un réseau d'autoroutes et de voies ferrées le long des corridors oriental et occidental. La combinaison de réseaux ferroviaires et autoroutiers à double parallèle au Pakistan est une tentative d'exploiter son éternel dilemme de manque de profondeur stratégique. L'approche du développement des infrastructures fondée sur le partage des risques est judicieuse pour se prémunir contre la vulnérabilité aux menaces et aux risques d'un point de vue stratégique. Le tracé de l'infrastructure du corridor oriental dépend du réaménagement de l'infrastructure existante dans le Pendjab et le Sind. De même, le plan prévoit des investissements dans le secteur agroalimentaire. La ceinture agricole du Pakistan s'étend traditionnellement du Khyber Pakhtunkhwa (KPK) au Pendjab et au Sind. Toutefois, compte tenu de la menace que représente l'Inde, la ceinture agricole du Pendjab et du Sind devient très importante, car le CPEC couvrira les investissements dans ces deux provinces dans le secteur susmentionné.

⁴⁹ **Chellaney, B.** : *Asian Juggernaut: The Rise of China, India, and Japan (Les géants de l'Asie : La montée en puissance de la Chine, de l'Inde et du Japon)*. Harper Collins, New York, 2010.

Le dilemme géographique du manque de profondeur stratégique du Pakistan et de ses lignes de communication, qui courent parallèlement le long de sa frontière orientale, constitue une vulnérabilité importante. Cependant, la présence de grandes infrastructures, d'unités industrielles et d'une zone économique d'une telle envergure pose un problème de sécurité non seulement pour le Pakistan, mais aussi pour la Chine, qui reste un investisseur majeur, surtout si l'Inde aggrave d'une manière ou d'une autre la crise existante entre les deux pays. En dépit d'une réaction peu répressive de la part des dirigeants politiques et militaires indiens, comme prévu à l'origine, des scientifiques tels que George Perkovich et Toby Dalton soulignent les craintes que la montée en puissance voulue par l'Inde ne soit probablement pas possible. Tout d'abord, le Pakistan peut être incité soit à rendre la monnaie de sa pièce à l'Inde, soit à essayer de faire perdre des ressources à cette dernière en déployant, en signalant ou en utilisant effectivement des armes nucléaires, peu importe la valeur réelle des cibles visées. Les deux pays mettraient alors le doigt dans un engrenage très dangereux et passer d'une stratégie de guerre limitée à une guerre totale. Néanmoins, il convient de noter que la doctrine de première frappe (FSD) restera probablement efficace pour contourner les différences tactiques, opérationnelles et stratégiques avec l'Inde. Citant King et Brodie, Halperin suggère que « l'utilisation de tout type d'armes nucléaires dans une guerre limitée augmente considérablement la difficulté de restreindre leur usage général » dans le sens où dès qu'une guerre éclate, les armes nucléaires seront utilisées.⁵⁰

Le CPEC sera probablement un autre facteur qui dissuadera l'Inde de se fourvoyer dans un aventurisme guerrier. Les inquiétudes éventuelles concernant la doctrine *Cold Start* (départ à froid, CSD), qui, dans sa mise en œuvre effective, se transformera en une guerre totale, sont susceptibles d'agir comme un déclencheur pour la Chine. À cette fin, la Chine, malgré ses déclarations publiques plaidant la neutralité, pourrait être soumise à une pression énorme pour gérer la crise afin qu'elle ne se transforme en un conflit violent complet. L'intervention pourrait être le résultat de la perception d'une menace mutuelle (par le Pakistan et la Chine) ou des conséquences probables si l'Inde tente de mettre en œuvre sa CSD. L'assurance de destruction mutuelle à laquelle sont confrontés les deux pays engagés les mobiliserait pour agir contre cette menace mutuelle.

⁵⁰ **Garlick, J.** : *Reconfiguring the China-Pakistan Economic Corridor: Geo-Economic Pipe Dreams Versus Geopolitical Realities* (Reconfigurer le corridor économique Chine-Pakistan : Les rêves géoéconomiques et les réalités géopolitiques). Routledge, Londres. 2021, page 86.

8.1. L'OCS : Une autre possibilité de stabilisation

L'OCS est une organisation régionale visant à renforcer la coopération entre huit États membres, à savoir la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'organisation a été fondée en 2001, précédée par un mécanisme connu sous le nom de « Shanghai Five ». Les objectifs de l'organisation sont les suivants :

... Renforcer la confiance mutuelle et le bon voisinage entre les États membres, promouvoir leur coopération effective dans les domaines de la politique, du commerce, de l'économie, de la recherche, de la technologie et de la culture, ainsi que de l'éducation, de l'énergie, des transports, du tourisme, de l'environnement et d'autres domaines ; déployer des efforts conjoints pour maintenir et assurer la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et progresser vers un nouvel ordre politique et économique international démocratique, juste et rationnel.

En ce qui concerne la stabilité régionale impliquant l'Inde et le Pakistan, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré avant le sommet annuel de l'OCS de 2017 que « nous espérons sincèrement que l'Inde et le Pakistan agiront dans le strict respect de la Charte de l'OCS et de l'Accord de voisinage à long terme [...] pour travailler à un objectif commun, pour mener une coopération amicale, pour soutenir l'esprit de Shanghai, pour améliorer ses relations et pour donner un nouvel élan au développement de l'OCS. »⁵¹

Outre les conseils normatifs destinés à l'Inde et au Pakistan, l'organisation multilatérale souligne et stipule, conformément à l'article 2 de sa charte, le respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières des États, la non-agression, la non-ingérence, le non-recours ou la menace de recours dans les relations internationales, ainsi que l'absence de supériorité militaire unilatérale dans les régions avoisinantes. La certitude ou la crédibilité des normes pour garantir un comportement cohérent de la part du Pakistan et de l'Inde pourrait poser problème. Toutefois, la participation du Pakistan et de l'Inde au sommet, depuis l'octroi du statut d'observateur lors du sommet d'Astana en 2005 jusqu'à l'obtention du statut de membre permanent en 2017, n'ajoute pas seulement une valeur multiple à l'OCS, mais explique également la persévérance des deux pays à rejoindre l'organisation régionale multilatérale. Bien que la

⁵¹ **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020, page 96.

crédibilité ou l'efficacité des procédures de l'organe régional de règlement des différends puisse faire l'objet de spéculations, l'inclination des États membres précédents, en particulier la Chine, la Russie et d'autres États d'Asie centrale, est susceptible de garantir que les menaces à la stabilité qui prévaut entre eux soient écartées lors de toute crise. Étant donné que tout débordement de tension entre les deux voisins sud-asiatiques dotés de l'arme nucléaire pourrait conduire à l'instabilité, à la crise et à une confrontation violente complète, afin de sauver et d'assurer la crédibilité de l'OCS, les États membres sont susceptibles d'influencer l'Inde et le Pakistan pour qu'ils se soumettent à la pression collective afin de maintenir la stabilité dans la région, même si la paix souhaitée n'est pas négociée directement entre eux.

Le rôle remarquable de la Russie et de la Chine en tant qu'acteurs de la paix et de la sécurité dans la région a été mis en évidence par le fait qu'elles ont joué un rôle de premier plan dans le processus de paix. Après la fin de la guerre froide, les États-Unis sont brièvement devenus la seule superpuissance au niveau mondial. Cette évolution a conduit à la nécessité d'une coopération entre la Chine, la Russie et les États d'Asie centrale afin d'établir une institution multilatérale. La principale préoccupation était de limiter l'influence de l'Amérique en Asie centrale. La constitution de l'OCS a donné lieu à une coopération entre la Chine, la Russie et les nouvelles républiques d'Asie centrale dans le domaine du terrorisme, du séparatisme et de l'extrémisme religieux. Bien que l'OCS ne soit pas actuellement une organisation entièrement militaro-politique, si elle devait se structurer ainsi dans le futur, il est très probable que le forum sera pour autant guidé par les intérêts de sécurité mutuels de la Chine et de la Russie. En outre, au niveau économique, la Russie, qui est l'un des principaux producteurs de pétrole et de gaz, apprécie une certaine interdépendance avec la Chine – le deuxième importateur mondial de produits pétroliers et gaziers. Cette voie permet aux deux grandes puissances de coopérer et de s'organiser dans le domaine de l'énergie.

Pour autant, la Chine semble déterminée à s'appuyer sur cette institution multilatérale pour assurer sa sécurité énergétique et le développement de son commerce par le biais d'investissements à grande échelle dans les infrastructures et les interconnexions avec les pays d'Asie centrale. Par conséquent, compte tenu de leur sécurité mutuelle et de leurs intérêts économiques interdépendants, ces deux pays sont susceptibles de faire pression sur l'Inde et le Pakistan pour que ceux-ci s'adaptent aux objectifs et aux attentes de base de l'OCS, et même à jouer un rôle de gestion de crise si nécessaire. La Russie et l'Inde, comme la Chine et le Pakistan, ont historiquement entretenu des relations cordiales et coopèrent dans divers domaines. Dans le cas de l'Inde en

particulier, la Russie a plus d'influence pour coopérer avec le Pakistan par la diplomatie que par des instruments de guerre.

8.2. Les avantages du CPEC pour le Pakistan

Le Pakistan est l'un des pays les plus importants d'Asie. Il est considéré comme le sixième pays le plus peuplé du monde, avec une population estimée à près de 200 millions d'habitants au 1er janvier 2017, et une prévision de 220 millions d'ici 2024.⁵² La majeure partie de la population vit dans les quatre provinces de Khyber Pakhtunkhwa (KPK), du Pendjab, du Sind et du Baloutchistan. Le Pakistan devrait être le quatrième État le plus peuplé d'ici 2050. La Chine et le Pakistan ont tous deux intérêt à minimiser les conflits en Asie du Sud. Le CPEC offre une opportunité d'intégration économique afin de réduire les conflits en cours dans la région. Il offrirait également des emplois et de la prospérité à des millions de personnes dans les deux pays. La région occidentale de la Chine peut également se développer et la connectivité des infrastructures sous toutes ses formes peut être améliorée : rail, route, air, mer, télécommunications et énergie, etc. dans le monde entier. En février 2014, le président pakistanais Mamnoon Hussain s'est rendu en Chine et a annoncé que le projet deviendrait un monument du siècle. Il profitera non seulement au Pakistan et à la Chine, mais aussi à la région toute entière, qui compte des milliards d'habitants. En outre, les deux pays ont réitéré leur ferme engagement à mettre en œuvre les plans du corridor économique proposé.

La Chine et le Pakistan considèrent le projet CPEC comme très important. Il offre non seulement une voie de transit commerciale alternative et sûre au Pakistan et à la Chine, mais contribue également à renforcer la région sur le plan économique et à équilibrer l'impact régional de l'Inde. En renforçant son énorme présence maritime dans la région de l'océan Indien, le CPEC sécurise également les routes commerciales de la Chine en réduisant la distance et le temps de livraison de l'ensemble des échanges. Le Pakistan bénéficiera économiquement du fait de devenir une route commerciale de transit pour le commerce international en augmentant les possibilités d'emploi, en réduisant la pauvreté et en apportant la stabilité et la prospérité en employant la population locale dans des activités économiques et commerciales. En outre, le CPEC attirerait des investissements étrangers

⁵² **Pal, D. :** *China's Influence in South Asia. Vulnerabilities and Resilience in Four Countries (L'influence de la Chine en Asie du Sud. Vulnérabilités et résilience dans quatre pays)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

sous-évalués, ce qui pourrait stimuler les exportations du Pakistan et augmenter son PIB. Cela ouvrira également de nouvelles opportunités commerciales et d'affaires au Pakistan.

Dans le passé, l'économie pakistanaise a été marquée par des pénuries d'énergie, une inflation élevée, un développement insuffisant des infrastructures et un développement économique lent. La position géostratégique du Pakistan lui a permis de jouer un rôle important dans la géopolitique, le commerce et le transit. La construction du CPEC offre au Pakistan la perspective d'une gradation du développement des infrastructures et de l'expansion économique de l'ensemble de la province, puisque le corridor passe directement par le Pakistan. La région d'Asie centrale peut jouer un rôle important dans le redressement économique du Pakistan. Le plan prévoit la construction de nouvelles infrastructures, de chemins de fer, d'aéroports et de ports maritimes dans le cadre de ce plan ambitieux. Les provinces telles que le KPK et le Baloutchistan, qui accusent un retard considérable en termes de développement, bénéficieront également d'un soutien en matière d'infrastructures et d'une augmentation des gains économiques. En outre, le Gilgit Baltistan, au Pakistan, offre une grande opportunité de développement socio-économique. L'économie pakistanaise étant fortement tributaire du commerce maritime, le développement du port de Gwadar et de sa connectivité réduira la charge pesant sur les ports de Karachi et de Qasim.

8.3. L'importance du CPEC pour la Chine

La Chine considère le CPEC comme une initiative stratégique et économique majeure. La Chine tente de faire face aux troupes séparatistes dans la région en transformant le développement économique de la province chinoise du Xinjiang. Dans le cadre du CPEC, Gwadar offrira à la Chine occidentale une route plus courte, plus économique et plus sûre. La dépendance de la Chine à l'égard du pétrole du golfe Persique et de l'Iran représente environ 47 % de sa consommation totale. La distance intérieure totale entre l'est et l'ouest de la Chine sera réduite de 16 000 km à 3 000 km. En tant que point clé, Gwadar fournit donc à la Chine un élément de sécurité économique. Actuellement, près de 80 % du pétrole chinois est acheminé du détroit de Malacca au port de Shanghai, les temps de transit depuis le Moyen-Orient et l'Afrique étant ramenés de 30 à 2 jours après l'achèvement des projets. Gwadar peut également servir d'alternative en cas de blocage du détroit de Malacca.

La Chine prévoyait que la construction du CPEC développerait les régions chinoises comparativement arriérées et turbulentes, ce qui apporterait la paix et la stabilité à

la région en facilitant les échanges avec les États d'Asie centrale pour répondre à ses besoins énergétiques croissants. Cela permettrait à la Chine d'accéder plus rapidement aux marchés d'Asie, d'Europe et d'ailleurs. En outre, en raison du faible coût de la main-d'œuvre, les investisseurs chinois au Pakistan ont beaucoup à offrir dans plusieurs secteurs. À l'avenir, le CPEC peut ouvrir la voie à des interconnexions économiques et commerciales régionales et à une plus grande intégration entre les régions d'Asie du Sud, d'Asie centrale et d'Asie de l'Est. Toutefois, la situation actuelle entre l'Inde et le Pakistan en termes de relations commerciales et économiques, de liens entre les peuples, etc. devrait changer. Grâce au CPEC, l'intégration économique régionale peut s'avérer être un prélude à la résolution de tous les conflits politiques par le biais de la coopération économique.

L'actuel grand défi des nations asiatiques est donc de mettre de côté leurs divergences politiques persistantes pour que le XXI^e siècle devienne le siècle asiatique. Les pays d'Asie du Sud, d'Asie centrale et d'Asie de l'Est doivent établir de plus en plus de connexions économiques. Le CPEC, en tant que fleuron de l'OBOR, peut s'avérer être un catalyseur pour le lancement de l'intégration commerciale et des activités économiques régionales. Toutefois, certaines menaces et certains défis potentiels peuvent entraver le développement futur de l'infrastructure du CPEC et l'empêcher d'atteindre son plein potentiel. Le processus de construction des infrastructures est au point mort en raison des pénuries d'énergie persistantes et graves. La demande d'énergie tout au long de l'année dépasse la capacité de 4 à 7 000 mégawatts dans tout le pays.⁵³ La détérioration progressive de la situation en matière de sécurité en Afghanistan et son impact sur le Pakistan, ainsi que les différends politiques en cours au Pakistan sur le choix de différentes routes dans toutes les provinces et la méfiance entre les voisins régionaux, continuent de prévaloir. Dans une perspective plus large, le CPEC peut soutenir la communauté économique dans la région de l'Asie du Sud, mais aussi dans le reste du monde, s'il réussit à atteindre son plein potentiel.

⁵³ **Small, A.** : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020.

8.3. L'impact du CPEC au niveau régional et mondial

Dans les années à venir, le CPEC a le potentiel de changer radicalement la géopolitique et la stratégie de toute la région asiatique. Il a d'énormes chances de restructurer les perspectives économiques des États membres de la région. Des millions de personnes en bénéficieront, car l'initiative a un potentiel énorme de croissance économique, d'accroissement des échanges, de renforcement de la coopération et de la connectivité culturelle entre les peuples de la région. L'Afghanistan sera le principal bénéficiaire du projet si le CPEC s'étend à ce pays intérieur, ce qui peut largement stabiliser son économie. Les républiques d'Asie centrale, qui sont incontournables pour leurs richesses pétrolières et leurs ressources en gaz naturel, bénéficieront d'un accès à la mer et d'une diversification de la filière énergétique que le projet CPEC peut satisfaire.

Au départ, le projet CPEC s'est heurté à l'opposition de l'Iran. Récemment, compte tenu de son importance géopolitique, l'Iran a exprimé le souhait de participer à un projet visant à améliorer les connexions ferroviaires et routières et à développer le commerce et le transport. Le Pakistan et la Chine ont également déployé des efforts sous les auspices du CPEC pour construire un « terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) à Gwadar et 700 km de gazoducs de GNL en provenance de Chine, qui pourraient également devenir un gazoduc Iran-Pakistan ». ⁵⁴ Avec l'évolution du scénario géopolitique, la présence et l'influence des États-Unis dans la région pourraient diminuer, ce qui donne ostensiblement à la Chine l'occasion de jouer un rôle d'équilibre dans la région de l'Asie du Sud, principalement en raison de la détérioration de ses relations avec la Russie. En soutenant les relations entre la Chine et le Pakistan, les États-Unis peuvent tirer parti d'une dépendance économique croissante pour aider la Chine à répondre aux préoccupations majeures des États-Unis et à faire face à la menace de l'extrémisme et du terrorisme. Toutefois, les États-Unis émettent des réserves sur le fait que le Pakistan a cédé à la Chine le port de Gwadar, qui peut être utilisé comme base navale chinoise.

⁵⁴ Gokhale, V. : *The Road from Galwan: The Future of India-China Relations (La route de Galwan : L'avenir des relations entre l'Inde et la Chine)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021, page 102.

8.4. Les préoccupations de l'Inde à l'égard du CPEC

L'Inde est particulièrement préoccupée par l'itinéraire du CPEC, qui passe par les régions contestées du Jammu-et-Cachemire, car le Pakistan et l'Inde revendiquent tous deux ce territoire. Sushma Swaraj, ministre indien des affaires étrangères, a qualifié le projet d'« inacceptable » car il affecte la région contestée du Jammu-et-Cachemire. Selon l'Inde, le CPEC traverse le territoire indien, violant ainsi l'intégrité territoriale de l'Inde. Depuis le lancement du projet, l'Inde a fait des déclarations alarmantes contre diverses entreprises gigantesques dans divers forums internationaux et nationaux. En outre, l'Inde a boycotté le forum OBOR qui s'est tenu à Pékin les 14 et 15 mai 2017. Selon le porte-parole des affaires étrangères indiennes, Gopal Bagalay, « aucun pays n'accepte un projet qui ignore ses principales préoccupations en matière de souveraineté et d'intégrité territoriale ».⁵⁵ Certains scientifiques indiens considèrent que le CPEC fait partie de l'agenda colonialiste et de la menace que les Chinois font peser sur la sécurité intérieure de l'Inde en développant le projet de port de Gwadar et en sécurisant leur accès à l'océan Indien.

Immédiatement après le 11 septembre, l'amélioration des relations entre les États-Unis et la Chine a fait pression sur cette dernière pour qu'elle améliore ses relations avec l'Inde, et la Chine avait donc un plus grand intérêt géopolitique à moins favoriser le Pakistan. La récente reprise des relations a beaucoup à voir avec la multiplication des attaques contre les citoyens et les biens chinois au Pakistan, ainsi qu'avec l'infiltration du terrorisme et de l'instabilité d'origine pakistanaise dans le Xinjiang par l'intermédiaire des séparatistes ouïghours et peut-être des fondamentalistes religieux. Toutefois, le contexte géopolitique ayant changé avec le retrait des États-Unis d'Afghanistan et les nouveaux défis à relever en Asie occidentale, et surtout parce qu'ils ont été balayés par la crise financière mondiale, la Chine a également dû adapter ses calculs politiques.

⁵⁵ **Farooq, U., Khawaja, A. S.** : *China-Pakistan Economic Corridor: Geo-political Implications, Regional Constraints and Benefits of CPEC (Corridor économique Chine-Pakistan : Implications géopolitiques, contraintes régionales et avantages du CPEC)*. South Asia Studies, A Research Journal of South Asian Studies, Vol. 34, N° 2, 2019, page 39.

Le Pakistan a été l'un des bénéficiaires de ce développement. Après plusieurs problèmes majeurs au milieu du 21^e siècle, notamment en lien avec les attaques terroristes sur le sol pakistanais contre des citoyens chinois, les relations avec le Pakistan semblaient se réchauffer. Et le CPEC en est le reflet. D'ailleurs, Xinhua a qualifié le CPEC de « projet phare » de l'ambitieuse vision chinoise d'une reconstruction moderne de la route de la soie, et la visite de Xi Jinping au Pakistan en est également un marqueur fort. Cependant, la visite de Xi Jinping a également été l'occasion de discuter de problèmes opposant les deux pays : le terrorisme continue de semer la discorde entre les deux parties, bien que les relations militaires stratégiques ont été réaffirmées et renforcées. Les universitaires chinois n'ont pas hésité à souligner l'importance du facteur terroriste dans les relations entre la Chine et le Pakistan.

Outre la dynamique du conflit, le CPEC n'est pas perçu de la même manière au Pakistan et en Chine. Pour le Pakistan, le CPEC relie la Chine à l'Asie occidentale et à l'Asie centrale, et les Chinois considèrent que ces couloirs leur offrent une voie d'accès essentielle à leurs marchés en Europe et en Afrique. Si les Pakistanais considèrent le CPEC comme un élément de l'effort de stabilisation de la Chine dans la région AfPak (Afghanistan et Pakistan), ils voient également le CPEC comme une expansion finale visant à relier d'autres pays et à stimuler l'essor économique et commercial de la région. Bien entendu, l'Inde doit également avoir son mot à dire dans l'histoire. En effet, les analystes pakistanais ont noté que malgré un conflit frontalier avec l'Inde et les tensions liées aux liens croissants entre l'Inde et les États-Unis, la Chine a cherché à maintenir de bonnes relations avec l'Inde en développant ses relations économiques. Les dirigeants pakistanais « doivent s'inspirer de la sophistication des affaires étrangères de la Chine ». La Chine, le Pakistan et l'Inde ont reconnu qu'un jeu à somme nulle ne peut conduire qu'à une souffrance commune, et plusieurs experts ont déclaré que « la coopération entre la Chine et le Pakistan ne conduit pas seulement à une amélioration de l'environnement commercial et des investissements au Pakistan, mais contribue également à améliorer la sécurité dans toute la région ». Il n'est pas tout à fait clair si les « risques de sécurité » proviennent de l'Inde ou du Pakistan, mais comme la question reste ouverte, une certaine forme d'engagement, impliquant éventuellement l'Inde, reste essentielle pour la stabilité de la région.

Toutefois, le CPEC est également l'occasion pour l'Inde de reconsidérer sa propre approche des relations sino-pakistantaises. Sauver l'économie pakistanaise et/ou renforcer l'économie chinoise peut être dans l'intérêt stratégique de l'Inde. Pour que Pékin accorde plus d'importance aux intérêts indiens et cesse de se soumettre à Rawalpindi ou Islamabad, les Chinois et les Pakistanais doivent percevoir l'Inde comme un pays raisonnable

et conciliant. New Delhi pourrait commencer à souligner le fait que le CPEC traverse le Cachemire occupé par le Pakistan. Au lieu de cela, sans préjudice de sa position sur le Cachemire, l'Inde pourrait cultiver des intérêts importants dans les deux pays voisins en se montrant plus ouverte à l'idée de lier l'économie indienne au CPEC. Il ne s'agirait en fait que d'une extension des initiatives commerciales sur la ligne de contrôle réel (LAC) et d'autres échanges qui se sont développés entre le Jammu-et-Cachemire et le Pakistan occupé par le Cachemire. Bien que ni les Pakistanais ni les Chinois n'aient officiellement indiqué qu'ils étaient intéressés par une telle opportunité, un lieutenant général de l'armée pakistanaise a ouvertement invité l'Inde à rejoindre le CPEC. Toutefois, cette invitation était subordonnée à la condition que l'Inde mette un terme à des activités anti-pakistanaïses et de subversion présumées, ce qui remet en question la sincérité de l'offre.⁵⁶ Les commentateurs chinois semblent également enclins à croire ces accusations contre le Pakistan, et leur référence aux « forces ennemies » semble englober l'Inde.

Cependant, ce qui peut être considéré comme plus important pour les entreprises publiques chinoises, c'est le type de retour sur investissement que le Pakistan peut leur offrir. Les entreprises d'État chinoises constituent un groupe d'intérêt politiquement fort au sein du PCC et sont soumises à la pression des efforts de lutte contre la corruption et des turbulences de l'économie nationale. Se rendre à l'étranger est donc une échappatoire à plusieurs égards, et malgré les tensions sino-indiennes, ainsi que dans le contexte du CPEC, elles sont certainement conscientes que le marché indien est le véritable prix de l'initiative chinoise de développement durable. Sur le plan politique, le soutien de la Chine à l'adhésion de l'Inde à l'OCS suggère que Pékin pourrait espérer un certain niveau d'implication dans la région AfPak, fournissant au moins un soupçon de consensus multilatéral, si ce n'est une action, sur les principaux défis sécuritaires de la région.

La Chine, par exemple, a voulu donner la priorité au rôle de l'OCS dans la région, et son appel aux membres de l'OCS à se coordonner étroitement et à travailler ensemble pour répondre activement aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis régionaux est important. Dans le cadre de son discours, qui vise à présenter le mouvement séparatiste du Xinjiang comme un problème prédominant de terrorisme, la Chine a également appelé les membres de l'Organisation de coopération de Shanghai à accroître leur coopération en matière d'application

⁵⁶ **Nizamani, U.** : *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.

de la loi, d'échange de renseignements, de formation du personnel, de lutte contre le terrorisme et de trafic de stupéfiants. La Chine et l'Inde organisent chaque année des exercices coopératifs de lutte contre le terrorisme, et la partie chinoise souhaite ardemment étendre cette pratique au maximum. Lors de la visite du vice-président de la CMC Fan Changlong en Inde en novembre 2015, les deux parties ont convenu de la nécessité de coopérer dans la lutte contre le terrorisme.⁵⁷

9. Le paradoxe persistant de la stabilité / instabilité en Asie du Sud

Le thème du paradoxe de la stabilité et de l'instabilité pourrait être comparé à un hamac dans le contexte de la stabilité et de la sécurité stratégiques de l'Asie du Sud, étant donné les violations récurrentes du cessez-le-feu entre l'Inde et le Pakistan sur la ligne de contrôle réel, la frontière du travail et la frontière internationale. Il s'agit d'un paradoxe classique, où il existe une stabilité à des niveaux plus élevés entre les rivaux dotés d'armes nucléaires, ce qui empêche les adversaires de s'engager dans un échange nucléaire. Pour autant, l'instabilité entre les adversaires résulte de rencontres violentes à des niveaux inférieurs de conflit par le biais d'escarmouches, de conflits par procuration ou de crises récurrentes qui se substituent à un conflit violent généralisé. Ce paradoxe de la stabilité et de l'instabilité est susceptible de perdurer sur le sous-continent. Alors que ces arguments renforcent la nature existante de la stabilité entre l'Inde et le Pakistan, une instabilité paradoxale reste susceptible de se manifester. Daniel R. Coats, directeur du National Intelligence Service, a fait part de cette préoccupation à la commission des forces armées du Sénat américain, estimant que « le nombre croissant de tirs le long de la ligne de contrôle réel, y compris l'utilisation d'artillerie et de mortiers, pourrait accroître le risque d'une escalade involontaire entre ces forces armées nucléaires » voisines.⁵⁸ Les groupes anti-pakistanaïses sont susceptibles de répondre à cette pression constante en concentrant leurs efforts sur des cibles faciles. Cependant, cette sinistre révélation ne fait que confirmer la persistance de ce paradoxe de l'instabilité. Compte tenu du calcul des menaces, des scientifiques ont également pointé du doigt l'implication de l'Inde dans l'utilisation d'éléments indépendants, notamment des groupes séparatistes du Baloutchistan, pour aggraver la sécurité intérieure du Pakistan.

⁵⁷ Clemens, A. : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.

⁵⁸ Small, A. : *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics. (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie)* Oxford University Press, Cambridge, 2020, page 73.

L'une des raisons de la réticence de l'Inde à adhérer à l'initiative OBOR est le CPEC. L'Inde considère que le passage du corridor par le Gilgit-Baltistan constitue une menace pour ses intérêts en matière de sécurité. Le Premier ministre indien Modi a qualifié d'« inacceptable » le voyage historique au Pakistan du président Xi Jinping pour son inauguration. L'inquiétude persiste malgré les assurances données par l'ancien Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif à la tribune et lors de la cérémonie d'inauguration de la Nouvelle route de la soie à Pékin, selon lesquelles le corridor ne serait pas utilisé pour des gains politiques et territoriaux. La Chine a réitéré à plusieurs reprises sa politique de non-intervention dans le conflit du Jammu-et-Cachemire. Il s'agit d'une question non-tranchée entre l'Inde et le Pakistan, qui devrait être traitée de manière appropriée par les deux belligérants via des consultations et des négociations, où ils devraient aborder les différences de manière appropriée en renforçant la communication et le dialogue, et promouvoir conjointement la paix et la stabilité régionales. L'insistance de la Chine à maintenir sa neutralité sur le conflit du Jammu-et-Cachemire est essentielle pour faciliter le lancement et l'achèvement en temps voulu des questions de développement liées à l'OBOR, mais malgré cette réticence, la RPC voudra probablement garder une certaine mainmise sur l'Inde, une volonté qui, à terme, reste une menace potentielle pour la sécurité des projets du CPEC qui passent par le Gilgit-Baltistan ou d'autres régions orientales du Pakistan. À cet égard, la Chine est susceptible de jouer un rôle actif dans la gestion de la crise et d'empêcher qu'elle ne s'aggrave. Cela peut se refléter dans la manière dont la Chine décide de répondre à un certain nombre de possibilités.

Pour décourager l'Inde d'aggraver la crise, la DSE pakistanaise ne se contentera pas de décourager l'Inde de prendre des mesures conformes à sa stratégie de guerre limitée, la Chine est également susceptible de recourir à diverses options pour compléter la dissuasion et consolider la crise et la stabilité en Asie du Sud. Les réponses possibles de la Chine peuvent aller de la diplomatie coercitive, y compris des points de presse ou l'assurance au Pakistan de la sécurité du CPEC, à la mobilisation possible de troupes le long de la frontière entre le Pakistan et la Chine, la région de l'Aksai Chin ou la frontière nord-est entre l'Inde et la Chine pour forcer ou dissuader l'Inde de tout plan militaire provocateur ou d'une stratégie de guerre limitée. Toutefois, les deux dernières options sont envisagées comme des réponses à une situation de crise extrême et ne sont pas considérées ici comme des réponses conditionnelles à une crise donnée.⁵⁹ Malgré ces possibilités, nous ne pouvons pas exclure ou reporter l'utilisation probable de moyens

⁵⁹ Gokhale, V. : *The Road from Galwan: The Future of India-China Relations (La route de Galwan : L'avenir des relations entre l'Inde et la Chine)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.

non violents, en particulier la diplomatie, comme l'utilisation de plateformes telles que l'OCS ou l'utilisation de multiples voies de retour pour soulager les tensions afin de restaurer ou de compléter l'architecture globale de la stabilité stratégique, en particulier la stabilité de la crise en Asie du Sud.

Alors que l'Inde cherche à jouer un rôle clé dans les affaires mondiales, le simple fait de réussir à imposer la paix et la stabilité dans son voisinage immédiat passerait nécessairement par une certaine forme de coopération avec la Chine. Dans le même temps, la diplomatie indienne doit relever un plus grand défi en s'engageant avec la Chine dans un cadre coopératif dans le contexte plus large de la rivalité et de la concurrence géopolitiques entre les deux géants asiatiques. L'Inde sera confrontée à la concurrence croissante de la Chine, dont les intérêts entrent en conflit avec les siens en Asie du Sud et au-delà. Dans un avenir proche, cela révélera la concurrence et la rivalité nécessaires entre les deux pays. Dans ce contexte, il est clair que les politiques régionales et mondiales de l'Inde seront de plus en plus motivées non pas tant par un effort pour s'adapter à la puissance prédominante de la Chine que par un effort pour trouver sa place en tant que puissance. L'orientation générale de l'Inde à l'égard de la Chine devra donc reposer sur trois piliers. Premièrement, poursuivre la coopération avec la Chine dans le cadre des paramètres que les deux pays ont déjà fixés et acceptés. En d'autres termes, elle cherchera un règlement négocié de la question des frontières contestées, tout en développant ses liens dans d'autres domaines d'intérêt commun, en particulier les domaines économiques, afin de pouvoir prendre sa part dans la coopération en cours. Deuxièmement, compte tenu des incertitudes entourant les intentions à long terme de son voisin plus puissant et plus revendicatif, il serait prudent pour l'Inde de continuer à renforcer sa puissance militaire afin de répondre à tout défi futur que pourrait lui poser la Chine. Le troisième et dernier pilier sera l'investissement dans la mise en place de partenariats avec des voisins plus petits dans un cadre global de coopération bilatérale et régionale, ce qui permettra à l'Inde de jouer un rôle moteur plus constructif et positif dans la région.

BIBLIOGRAPHIE :

1. **Carroll, Z.** : *Pakistan-China: Strategic Encirclement of India's Core Interests (Pakistan-Chine : Encerclement stratégique des intérêts fondamentaux de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.
2. **Clemens, A.** : *China Pakistan Economic Corridor Needs a Counter Strategy of India (Le corridor économique Chine-Pakistan a besoin d'une contre-stratégie de l'Inde)*. Alpha Editions, Marousi, 2018.
3. **Dittmer, L.** : *South Asia's Nuclear Security Dilemma: India, Pakistan, and China. (Le dilemme de la sécurité nucléaire en Asie du Sud : Inde, Pakistan et Chine)*. Routledge, Londres, 2015.
4. **Farooq, U., Khawaja, A. S.** : *China-Pakistan Economic Corridor: Geopolitical Implications, Regional Constraints and Benefits of CPEC (Corridor économique Chine-Pakistan : Implications géopolitiques, contraintes régionales et avantages du CPEC)*. South Asia Studies, A Research Journal of South Asian Studies, Vol. 34, N° 2, 2019.
5. **Fayyaz, M.** : *China-Pakistan Economic Corridor (CPEC): The Road to Indian Ocean and its Geopolitical Implications for the India-Pakistan Strategic Relations (Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC) : La route vers l'océan Indien et ses implications géopolitiques pour les relations stratégiques entre l'Inde et le Pakistan.)* International Journal of Educational Research and Studies, Vol. 1, N° 1, 2019.
6. **Foulon, M., Thompson, J. (eds.)** : *The Future of European Strategy in a Changing Geopolitical Environment: Challenges and Prospects (L'avenir de la stratégie européenne dans un environnement géopolitique en mutation : Défis et perspectives)*. The Hague Centre for Strategic Studies, 2021.
7. **Garlick, J.** : *Reconfiguring the China-Pakistan Economic Corridor: Geo-Economic Pipe Dreams Versus Geopolitical Realities (Reconfigurer le corridor économique Chine-Pakistan : Les rêves géoéconomiques et les réalités géopolitiques)*. Routledge, Londres. 2021.
8. **Gilli, A., Gilli, M.** : *Why China Has Not Caught Up Yet (Pourquoi la Chine n'a pas encore rattrapé son retard)*. International Security Online, Vol. 43, N° 3,

2019.

9. **Gokhale, V. :** *The Road from Galwan: The Future of India-China Relations (La route de Galwan : L'avenir des relations entre l'Inde et la Chine)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.
10. **Chellaney, B. :** *Asian Juggernaut: The Rise of China, India, and Japan (Les géants de l'Asie : La montée en puissance de la Chine, de l'Inde et du Japon)*. Harper Collins, New York, 2010.
11. **Kapur, A. :** *India and the South Asian Strategic Triangle (L'Inde et le triangle stratégique de l'Asie du Sud)*. Routledge, Londres, 2010.
12. **Karim, M. A., Islam, F. :** *Bangladesh-China-India-Myanmar (BCIM) Economic Corridor: Challenges and Prospects (Corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar (BCIM) : Défis et perspectives)*. The Korean Journal of Defense Analysis, Vol. 30, N° 2, 2018.
13. **Mohan, C. R. :** *Samudra Manthan: Sino-Indian Rivalry in the Indo-Pacific (Samudra Manthan: La rivalité sino-indienne dans l'Indo-Pacifique)*. Brookings Institution Press, Washington, D.C., 2012.
14. **Nizamani, U. :** *The China Pakistan Economic Corridor and Shanghai Cooperation Organization: Implications for South Asia's Strategic Stability (Le corridor économique Chine-Pakistan et l'Organisation de coopération de Shanghai : Implications pour la stabilité stratégique de l'Asie du Sud)*. Islamabad Policy Research Institute, Journal of Current Affairs, Vol. 2, N° 2, 2018.
15. **Pal, D. :** *China's Influence in South Asia. Vulnerabilities and Resilience in Four Countries (L'influence de la Chine en Asie du Sud. Vulnérabilités et résilience dans quatre pays)*. Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.
16. **Ranjan, A. :** *The China-Pakistan Economic Corridor: India's Options. (Le corridor économique Chine-Pakistan : Les options de l'Inde)*. The Institute of Chinese Studies, N° 10, mai 2015.

17. **Safdar, M. T. :** *The Local Roots of Chinese Engagement in Pakistan* (Les racines locales de l'engagement chinois au Pakistan). Carnegie Endowment for International Peace, Washington, D.C., 2021.
18. **Siegfried, O. W. :** *The China-Pakistan Economic Corridor of the Belt and Road Initiative: Concept, Context and Assessment* (Le corridor économique Chine-Pakistan de l'initiative « Route et ceinture » : Concept, contexte et évaluation). Springer, Berlin, 2019.
19. **Singh, A. :** *Hard Realities: India, Pakistan, China in an Emerging New World* (Réalités difficiles : L'Inde, le Pakistan et la Chine dans un nouveau monde émergent).
Lancer Publishers LLC, New York City, 2019.
20. **Small, A. :** *The China-Pakistan Axis: Asia's New Geopolitics.* (L'axe Chine-Pakistan : la nouvelle géopolitique de l'Asie) Oxford University Press, Cambridge, 2020.
21. **Wolf, Ch. :** *Puzzles, Paradoxes, Controversies, and the Global Economy* (Puzzles, paradoxes, controverses et l'économie mondiale). Hoover Press, Washington, D.C., 2015.

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

Étude publiée par La Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland - 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021

Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo

Directeur : Raphaël Audouard

Publiée en 2023

contact@pfe-foundation.eu www.pfe-foundation.eu